

Mme Lana Tetuanui : Merci, Monsieur le président.

Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président du Pays, Mesdames, Messieurs les ministres, chers collègues élus, les journalistes, bonjour.

Nous avons un règlement intérieur au sein de notre assemblée et j'ai entendu ce qui vient d'être dit à savoir que nous devons suivre l'ordre du jour établi par la conférence des présidents. Pour ma part, je soutiens la demande qui a été formulée parce que, en politique, ce qui est le plus important c'est de voter le budget. C'est ce qui est le plus important et c'est ce qu'attend la population de nous aujourd'hui. Quant à nos tentatives de semer la confusion ou de retarder nos travaux, les membres de la majorité proposent aujourd'hui de nous contenter de modifier l'ordre du jour et de voter notre budget parce qu'il sera toujours possible par la suite d'y apporter des modifications puisque notre règlement intérieur le permet. Donc, nous vous demandons d'accélérer nos travaux et je suggère au président de l'assemblée de faire voter la modification de notre ordre du jour. Merci.

Le président : Plus d'intervention ?...

Je mets aux voix la proposition de modification du passage des dossiers de l'ordre du jour. Qui est pour la proposition qui est formulée par Madame Puhetini ?... 31 voix pour. Qui est contre ?... 24 voix contre.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 24 voix contre.

Le président : Merci. La modification de l'ordre du jour est adoptée.

Donc, nous procéderons par l'examen du budget, c'est-à-dire des rapports nos 184 et 180 en premier, et nous allons reprendre l'ordre de passage en examinant l'avis et l'ensemble des lois fiscales. C'est bien cela, Madame Puhetini ?... Très bien !

### EXAMEN DES RAPPORTS, DES PROJETS DE DÉLIBÉRATION ET DE LOI DU PAYS ET D'UN AVIS

#### APPROBATION DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'EXERCICE 2017

Rapport n°184-2016, en date du 24 novembre 2016, présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, par la rapporteure générale, Madame Virginie Bruant et les rapporteurs spéciaux, Monsieur Antonio Perez et Madame Armelle Merceron.

— Cf. annexe —

Le président : Chers collègues, je vous invite à examiner le rapport n° 184 relatif à un projet de délibération approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2017.

Est-ce que le gouvernement souhaite intervenir ?... Monsieur le Président.

M. Édouard Fritch : Merci, Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie française.

Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs les représentants de la presse, Mesdames et Messieurs du public, je vous adresse nos salutations au nom du gouvernement, en n'oubliant pas nos parlementaires, Madame la députée, Madame la sénatrice.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les représentants, nous sommes donc réunis encore aujourd'hui, comme l'année dernière, pour procéder à l'étude et à l'adoption du budget primitif du pays pour l'année 2017, ainsi que des lois du pays qui y sont adossées.

Nous avons eu diverses discussions au préalable sur le principe, Monsieur le président, mais je voudrais remercier l'assemblée d'avoir adopté cette modification de l'ordre du jour. Effectivement, nous avons été menacés d'un recours contre le fait que ce budget soit adopté avant les lois fiscales. Mais je sais, Monsieur le président, que vous avez dû consulter les services de droit sur cette modification de l'ordre du jour. Et, effectivement, ce ne sera pas la première fois que l'assemblée aura à voter le budget avant les lois fiscales. Nous avons eu l'occasion ici, avec différentes majorités d'ailleurs, de procéder comme tel. Mais fort heureusement, il existe encore un haut-commissaire qui... n'a pas soutenu mais qui a confirmé la possibilité pour l'assemblée d'examiner ce budget avant.

Je ne reviendrai pas en détail sur les éléments qui constituent ce budget puisque je me suis déjà longuement exprimé à ce sujet lors de l'examen du débat d'orientation budgétaire le 31 octobre dernier devant votre assemblée et que, par ailleurs, vos travaux en commission des finances en présence des ministres vous ont permis de bien approfondir votre connaissance de ces documents.

Permettez-moi toutefois de vous rappeler les éléments essentiels qui ont guidé le gouvernement dans la préparation de ce que nous avons appelé un « budget de combat », mais que l'on peut également qualifier de « budget pour stimuler l'action économique et renforcer la solidarité envers les plus démunis ». J'apporte cette précision car, lors du débat d'orientation budgétaire, le TAHOERA'A, par la bouche de sa présidente, qui, visiblement avait mal traduit nos intentions, avait accusé le gouvernement de vouloir financer l'économie au détriment du social, et même, je la cite, « de geler les dépenses sociales pour favoriser les entreprises et les mieux nantis ».

Alors, faut-il rappeler à votre assemblée que venir en soutien de l'activité économique, ce n'est pas forcément financer les riches et les plus nantis ? Faut-il vous rappeler que bon nombre de patrons se sont battus pendant toutes ces années de crise pour maintenir leur entreprise en état de fonctionnement et pour conserver les emplois au détriment parfois de leur propre patrimoine ? Vous avez d'ailleurs, ici même à l'assemblée, voté des dispositions pour protéger ces mêmes patrons de la saisie de tous leurs biens propres. Je ne pense pas que dans cette démarche vous ayez voulu protéger les plus nantis. Mais c'est bien l'homme, c'est bien la famille que nous avons souhaité protéger, patron ou pas patron. Qu'on ne vienne pas, comme cela a été dit, affirmer que nous faisons un « cadeau au patronat et aux plus fortunés de plus de 100 milliards », comme cela aussi a été dit dans cet hémicycle. Venant de ceux qui voulaient créer un SMIC au rabais pour favoriser les investisseurs ou l'arrivée des investisseurs dans ce pays, c'est assez étrange comme raisonnement et je ne commenterai pas plus.

Je le dis, et je le redis : la reprise de l'emploi ne peut pas venir des embauches dans les administrations, que ce soit celle du pays ou l'administration communale. Ce temps est révolu. Nous savons tous que seules les entreprises privées peuvent être pourvoyeuses d'emploi, et c'est pour cette raison que nous leur apportons le soutien du pays, tout comme nous l'apportons à la création d'activité car il ne faut pas oublier les porteurs de projet et les entrepreneurs. En cela, d'ailleurs, nous appliquons à la lettre cette doctrine programmatique qui a été validée par les électeurs en mai 2013 selon laquelle « les actions économiques et fiscales du gouvernement viseront à restaurer la confiance des investisseurs et donner une meilleure visibilité dans l'avenir de notre pays. » Autre citation provenant de la même source... Vous avez compris que ce n'est pas le Nouveau Testament, là ! « Nous relancerons la commande publique et nous investirons pour créer à nouveau les emplois qu'attendent le millier de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail ». Je pense que vous vous souvenez tous ici de quel document ces phrases sont extraites. Notre gouvernement y adhère pleinement.

Et nos actions en ce sens commencent à porter leurs fruits, comme en atteste la dernière note expresse de l'Institut d'émission d'outre-mer en date de novembre qui confirme la reprise économique en ces termes : « la progression de l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'accélère au

troisième trimestre 2016. L'ICA s'établit à 114,5 points, renouant avec un niveau qui n'avait plus été atteint depuis le début des années 2000 ». Selon ce même institut, cette évolution « résulte de l'optimisme des chefs d'entreprise pour leur activité au cours des prochains mois, qui devrait les amener à embaucher ».

Du côté des embauches, je l'ai dit et je l'ai déjà dit, la tendance haussière se confirme jusqu'au mois de septembre. Dans son point de conjoncture, l'Institut de la statistique affirmait que « sur les 12 derniers mois, l'indice de l'emploi progresse de 1,7 % alors que la variation moyenne annuelle observée de 2011 à 2015 est de moins 1,1 % ». Je sais que certains me reprochent de faire parler les statistiques qui ne correspondraient pas à la réalité du terrain. Pour autant, les chiffres constituent des indicateurs qui tranchent avec la sinistrose entretenue par les esprits chagrins qui dénigrent quotidiennement l'action du gouvernement.

Autre indicateur de la reprise, c'est celui de l'augmentation des recettes fiscales sans que nous ayons procédé à des augmentations de taxes et d'impôts. Depuis deux ans, aucune taxe, aucun impôt n'a été créé ni augmenté. Ces recettes vont bien au-delà des prévisions budgétaires, la plus importante étant celle de la TVA qui traduit le niveau de consommation. Elle était de 32,8 milliards en 2012, elle est estimée à 43,7 milliards en 2016. De 32 à 43 milliards, +10 milliards d'augmentation de la TVA, du recouvrement de la TVA.

Sans les grands chantiers qui n'ont pas démarré — celui de la ferme aquacole est prévu pour début février — notre pays va beaucoup mieux tant sa santé financière et économique est passée au vert. De plus en plus de personnes retrouvent le chemin de l'emploi et de l'activité. C'est encourageant, et cela doit nous inciter à doubler d'effort dans le travail à accomplir.

Nos moyens budgétaires sont devenus plus confortables. Nous avons décidé de les consacrer en 2017 au soutien de l'économie, au soutien des familles et du social, au soutien du logement.

Oui, nos finances sont bien gérées. Nos finances sont bien gérées et sont nettement plus saines. Il n'y a pas si longtemps, la note de la Polynésie française a été relevée à triple B-. Notre pays est redevenu bancable. Merci à notre vice-président, notre sénateur en charge des finances. Compte tenu de la situation budgétaire plus favorable du pays, nous émettons le vœu que la prochaine notation soit meilleure que celle-ci, naturellement.

Nous ne sommes pas dans l'autosatisfaction narcissique. Nous ne sommes pas prétentieux. Nous voulons en toute humilité et en toute honnêteté insuffler un optimisme conforme à la réalité. Bien sûr, nous ne sommes pas insensibles au fait avéré qu'un grand nombre de familles a des difficultés à vivre, que la précarité s'est installée dans de nombreux foyers ces dix dernières années. Nous en sommes totalement conscients. Personne n'a non plus prédit que nous pourrions résoudre ce fléau avec un coup de baguette magique, sauf ceux qui ont fait rêver avec un seul chantier, non financé et qui devait résoudre tous les maux de la Polynésie.

Le premier levier pour combattre la précarité, c'est le soutien à l'économie par un accroissement de la commande publique et des aides aux entreprises. C'est ainsi que nous contribuons à relancer la machine économique.

Je vous le rappelle, 30 % de crédits de paiement nouveaux sont inscrits au budget primitif 2017, par rapport à 2016. Ils passent ainsi de 20,2 milliards à 26 milliards de F CFP. 26,3 milliards plus exactement. Compte tenu des reports de l'année en cours, nous nous sommes fixés comme objectif de liquider 29 milliards contre 23 à 24 milliards en 2016.

Un effort particulier sera porté sur la défisicalisation qui voit son enveloppe augmenter de 20 % pour atteindre 3,6 milliards en 2017, tout en s'ouvrant aux petites entreprises, au secteur de la construction navale pour soutenir la pêche. Est-ce que c'est ça soutenir les plus fortunés ?

Au titre des mesures de soutien aux entreprises, nous mettrons en œuvre les aides à la revitalisation des commerces et restaurants à hauteur de 70 % des investissements, plafonnés à 5 millions, les prêts et aides financières à l'équipement des entreprises à hauteur de 50 % des investissements, plafonnés eux à 3 millions, les aides à la connexion des entreprises jusqu'à 100 000 F CFP. Est-ce que, à votre avis, c'est ça soutenir les plus fortunés ?

Par ailleurs, nous avons attribué hier les primes aux 15 lauréats du concours de création et de développement d'entreprises, avec des prix variant de 500 000 F CFP à 5 millions de F CFP. Ce concours qui a mobilisé 129 porteurs de projet a permis de révéler le potentiel énorme de compétences et d'innovation chez nous. J'en suis fier et je suis confiant en nos capacités propres à préparer la Polynésie de demain. Je constate au passage avec satisfaction que la volonté d'entreprendre ou de développer des entreprises, de porter des projets innovants sont bien présents dans notre pays, et particulièrement chez nos jeunes. C'est la Polynésie qui bouge, ce n'est pas celle qui se morfond dans la sinistrose en regardant dans le rétroviseur.

Ces mesures s'inscrivent dans le plan bisannuel de dynamisation de l'économie qui vous a été présenté au mois de juin dernier. Et sur les 39 mesures annoncées, programmées, 22 sont déjà mises en œuvre à ce jour.

Par ailleurs, au titre du plan massif d'investissements, nous venons de poser la première pierre du pôle de santé mentale. 4 milliards de francs d'investissement. Ce chantier débutera la semaine prochaine pour s'étendre sur trois ans.

Les premières études du centre culturel dont l'investissement est estimé à 6 milliards de francs, ont été lancées.

Nous programmons cette année d'investir à un niveau record de plus de 6 milliards en faveur du logement social, et donc du soutien à la construction, contre 4,5 milliards en 2016. Si l'on cumule avec les reports, ce sont donc 9 milliards qui seront disponibles l'année prochaine. Est-ce que vous pensez que ça c'est pour soutenir les plus fortunés ?

La propagande mensongère ne résistera pas aux faits. Chaque soir, vous êtes en train d'exploiter la misère sociale en faisant croire que vous êtes les seuls à pouvoir y mettre un terme. Tous les soirs ! Alors que vous n'avez rien fait pour relancer la construction de logements sociaux, mais rien de rien, vous allez agiter tous ceux qui ne paient pas leurs loyers, comme l'a fait certains de cette assemblée avant 2004, alors qu'il n'a jamais été question pour nous d'expulser ceux qui, parce qu'ils étaient démunis, ne pouvaient pas payer leur loyer. Il n'y aura pas d'expulsion pour ceux qui n'ont pas de salaire. Toutes les actions sociales sont mises en œuvre pour accompagner les plus démunis et les maintenir dans leur logement.

C'est la raison pour laquelle nous doublons les crédits destinés à la prise en charge des loyers des ménages à très faible revenu, loyer qui est pris en charge par l'Agence immobilière sociale de Polynésie française (AISPF). Ces crédits passeront de 150 millions à 300 millions. Les étudiants pourront également bénéficier de ces aides. Il ne s'agira pas seulement de familles sociales qui pourraient accéder à cette aide, mais aussi certains étudiants qui ont du mal à se loger. De la même manière, nous augmenterons de 277 millions à 550 millions des crédits pour l'AFL, l'aide familiale au logement. Ceux qui ont de vrais problèmes pour vivre dans leur logement peuvent compter sur le soutien indéfectible du Pays.

Par contre, c'est vrai, nous ne tolérons pas ceux qui sont de mauvaise foi et font peser sur la communauté leur manque de civisme. Il s'agit en fait de 25 perturbateurs sur un parc de près de 3 000 logements. L'OPH — et je veux vous le rappeler — cumule aujourd'hui un montant de loyers impayés de près de 3 milliards de F CFP.

De même, certains clament à longueur de réunions publiques qu'Édouard va supprimer les CAE. Vous menez, encore une fois, une campagne de mensonges ! Mensonge sur mensonge ! Le budget alloué aux CAE passera de 3,750 milliards à 4 milliards de francs en 2017, parce que nous avons bien compris que ce dispositif restait essentiel pour soutenir les familles qui étaient dans les situations les plus précaires.

Mais dans le même temps, nous mettons les moyens pour que les entreprises puissent recruter en CDI, avec des aides ciblées pour des exonérations de charges, sachant que le CAE n'est qu'une solution provisoire pour tous ceux qui n'ont pas de qualification. Et c'est pourquoi notre politique privilégie la formation à l'employabilité de tous ceux qui sont en marge, et que vous voulez entretenir comme tels.

Toutefois, et pour privilégier cette fonction de régulation sociale qu'est le CAE, nous envisageons la possibilité pour les chargés de famille qui ne peuvent immédiatement retrouver d'emploi de prolonger la durée de ces CAE au-delà de ces deux ans. Je vous proposerai une loi dans ce sens dans les jours à venir.

Parce que nous menons une véritable politique sociale, le Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté, le FELP, passera de 28,9 à 31,6 milliards.

Pour les plus petites retraites, l'ACR passera de 1,2 à 1,4 milliard.

Nous avons aussi beaucoup de jeunes diplômés qui peinent à trouver leur place dans la société alors que, bien souvent, leurs parents et eux-mêmes ont fait des sacrifices pour se hisser au plus haut niveau. Nous en avons conscience et nous ne les oublions pas. C'est la raison de notre décision de faire passer de 120 millions à 300 millions l'enveloppe destinée aux contrats des volontaires au développement, les fameux CVD... (Applaudissements dans la salle.) qui viennent soutenir leur insertion professionnelle par l'acquisition d'une expérience qui leur manque.

Nous avons besoin de ces jeunes diplômés et nous faisons le nécessaire pour les garder chez nous. Ils ont confiance dans l'avenir de notre pays et il faut les encourager et non pas les décourager. Il faut les encourager à servir plutôt que dénigrer constamment notre capacité collective à trouver la voie du progrès et du développement. Parce que nous misons sur nos propres capacités, et non pas sur celles, très hypothétiques d'un gourou sectaire mais jugé salvateur par ses ouailles, nous croyons dans la politique que nous menons.

Au-delà de notre soutien aux entreprises, à commencer par les plus modestes, et notre intervention volontaire en faveur des plus démunis, nous poursuivons notre action en faveur du pouvoir d'achat des ménages qui est aussi un des moteurs de la relance.

N'en déplaise à nos détracteurs, je vais citer à nouveau la note de conjoncture de l'Institut pour la statistique qui fait état d'une consommation, je le cite : « consommation des ménages qui se renforce dans un contexte de baisse des prix et de hausse du pouvoir d'achat ». Tous les soirs, les mêmes disent le contraire.

Globalement, par un regain de consommation, nous tirons l'économie vers le haut, avec pour corolaire la relance économique et la création d'emplois.

Nous avons réussi, pour la première fois dans l'histoire, à faire baisser le prix de l'électricité et des carburants dans ce pays, deux postes qui pèsent sur le budget des familles. Je vous rappelle que l'essence a baissé de 50 francs, 50 francs par litre sur deux ans, et le gasoil de 35 francs par litre.

Demain, grâce au projet de budget que nous vous présentons, nous souhaitons amplifier la baisse de la pression fiscale sur certains produits de consommation qui pèsent encore dans les dépenses de nos familles. Pour la première fois encore, nous allons procéder à l'exonération des droits et taxes à l'importation sur nos vêtements. Bien entendu, cela devrait favoriser les commerces qui subissent la concurrence des commandes par Internet, mais surtout soulager financièrement les moins nantis qui ne peuvent pas commander leurs linges par le Net.

Pour la première fois également, nous allons exonérer de droits et taxes à l'importation les véhicules neufs de petite cylindrée n'excédant pas 4 chevaux, pour les voitures en-dessous de 4 chevaux, mais également les deux-roues motorisés qui restent un moyen de transport privilégié et indispensable pour ceux qui ont des ressources financières restreintes.

Nous avons aussi décidé d'exonérer de taxes les manuels scolaires. C'est une mesure attendue depuis longtemps par les parents. C'est aussi une mesure en faveur de la réussite scolaire.

Cet effort en faveur du pouvoir d'achat se traduit aussi par la baisse de nos droits d'enregistrement et l'exonération d'impôt foncier pendant 10 ans sur les nouvelles constructions engagées sur les deux prochaines années, jusqu'en 2018. C'est une aide intéressante en faveur des jeunes ménages après les mesures d'aide à la pierre — rappelez-vous de ces 2 millions de francs par habitation — qui connaissent aujourd'hui un succès considérable.

Enfin, nous proposons aussi des exonérations pour les équipements sportifs destinés aux associations. Bouger... Entendons-nous, bouger, c'est la santé ! C'est donc une mesure qui vise à promouvoir le sport de masse. C'est une demande insistante de nos associations qui encadrent nos jeunes dans les communes, une demande formulée par les fédérations sportives. Et suite à l'examen par la commission — merci aux représentants de TAPURA dans ces commissions ! —, l'extension donc à tous les matériels sportifs a été demandée et acceptée par le gouvernement. Je fais là une parenthèse pour saluer le travail aussi de notre ministre en charge de la jeunesse et des sports qui a trouvé de nouvelles sources de financement d'État lors de sa dernière mission à Paris. Ainsi, la Polynésie française est désormais éligible aux crédits d'investissements du Centre national de développement du sport, le fameux CNDS, à la fois sur la part traditionnelle qui se monte globalement à 5 millions d'euros par an (600 millions de francs pacifiques) et sur la part exceptionnelle relative donc au plan de développement des Outre-mer pour une enveloppe de 20 millions d'euros sur 4 ans. Par ailleurs, le CNDS a accepté d'allouer, au titre des grands événements sportifs internationaux, une aide pour l'organisation des championnats du monde de pirogue, alors que cette discipline n'est pas reconnue de haut niveau en métropole ; compétitions de pirogue qui se tiendront dès 2017, et surtout en 2018 ici en Polynésie française et plus spécialement à Pîra'e.

Mais je ne vais pas passer sous silence ce que certains vont traduire comme étant des mauvaises nouvelles. Effectivement, je me suis engagé à ne pas alourdir la pression fiscale, et nous nous engageons même sur un pacte de stabilité fiscale. C'est vrai, nous allons alourdir les taxes existantes sur les produits sucrés et sur les tabacs. Ce ne sont pas des taxes pour remplir les caisses du Pays — bien sûr, vous le savez —, mais bien pour financer la protection sociale puisque leur produit sera entièrement affecté au financement de la protection sociale généralisée et à la prise en charge des soins médicaux. Le gouvernement et moi-même sommes intimement persuadés que notre société ne peut plus assumer sans réagir les déviances liées à la consommation excessive du sucre et de tabac.

En 2014 — quelques chiffres pour nous rappeler la situation —, la prise en charge des patients atteints de longue maladie pesait déjà pour plus de la moitié des dépenses de santé que nous assumons tous, soit plus de 25 milliards par an. Parmi les causes — ils sont une trentaine de mille de patients en longue maladie, donc qui consomment plus de 50 % de l'enveloppe dédiée à la santé — de ces dépenses exceptionnelles, comme l'a rappelé la CPS, la consommation excessive de sucre et de tabac a généré, depuis 1995, une augmentation de 554 % du diabète sucré, de 447 % des maladies cardio-vasculaires, de 1 320 % de l'insuffisance respiratoire et de 522 % de l'hypertension artérielle. Certains nous diront que les hausses de taxes seront importantes. Bien sûr, bien sûr qu'elles sont importantes. Mais je leur répondrai que nous devons mettre un coup d'arrêt à ces facteurs de mort lente qui sont supportés par la collectivité toute entière et dégager des moyens pour renforcer la prévention qui n'existe plus de manière substantielle depuis la disparition de l'ÉPAP, un établissement que l'on a bien connu ici. Je vous annonce d'ores et déjà que nous relancerons dès 2017 cette politique de prévention, une véritable politique de prévention avec la mise en place d'une délégation interministérielle chargée de la prévention. (Applaudissements.) Le sucre, le tabac, l'alcool ont un coût pour la société, il est donc juste que ceux qui en abusent soient les premiers contributeurs de leurs soins, en espérant qu'ils prennent conscience de la nécessité qu'ils doivent impérativement changer de comportement.

Ces mesures de taxation des produits sucrés et du tabac font partie des premières mesures qui vous seront proposées dans le cadre de la réforme de la PSG et du rétablissement des comptes sociaux. Cette réforme a effectivement pris un peu de retard au regard du temps perdu ces dernières années. Je ne le nie pas. Mais nous mènerons cette réforme à son terme. Nous allons procéder dans les jours à venir aux derniers arbitrages qui font suite à la consultation des syndicats de salariés, de syndicats patronaux, des élus et des partenaires sociaux. Mais je conçois mal qu'on vienne accuser le gouvernement d'être en retard sur cette réforme quand ceux qui portent la critique ont brillé par leur immobilisme, leur conservatisme et leur manque de courage. Nous ferons ce que nous avons dit, y compris en bousculant les conservatismes.

Mesdames et Messieurs les représentants, je vais m'arrêter là. Le budget que nous vous présentons, je l'ai dit, est un budget de combat. Un combat sur tous les fronts : de l'économie, du social, de l'emploi et de la santé.

Au-delà de la politique politicienne qui nous fait parfois dériver des véritables urgences, je pense que nous devons tous nous rassembler sur les objectifs et les moyens que nous vous présentons pour appréhender l'avenir avec optimisme. Nous ne sommes pas des faiseurs de miracles, nous ne sommes pas des faiseurs de rêves. Nous tenons un discours de vérité fondé sur la transparence et l'honnêteté intellectuelle. Nous cherchons à construire la confiance entre les acteurs économiques et les pouvoirs publics, entre la population et ses dirigeants, entre les acteurs communaux et le Pays.

Je sais que le rôle de l'opposition est généralement de formuler des critiques avec plus ou moins de bonne foi. Mais sincèrement, je pense qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse à ce que je vous présente aujourd'hui, à ce que présente notre gouvernement pour poursuivre le redressement de notre Pays.

Je vous remercie vivement de votre attention. Je vous remercie. (Applaudissements.)

Le président : Merci. Nous poursuivons en invitant Madame le rapporteur général à bien vouloir exposer son rapport. Vous avez la parole.

Mme Virginie Bruant, rapporteure générale : Merci. Bonjour, Monsieur le président, Monsieur le Président de la Polynésie française, Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, cher public, mes meilleures salutations.

Avant que je ne vous présente notre budget et ses orientations politiques, j'aimerais vous dire combien je suis heureuse. En effet, cela fait maintenant 2 ans que j'ai l'occasion de porter un budget ayant été pleinement appliqué afin d'améliorer l'économie de notre pays. Je suis également très fière d'être rapporteur de ce projet de budget qui, à mon avis, dynamisera l'emploi et la création d'emplois.

Aussi, bon courage à vous, Monsieur le Président, ainsi qu'à vous, Mesdames et Messieurs les ministres, pour cette nouvelle année 2017. Et à vous tous qui m'écoutez depuis les quatre coins de notre pays, (Réactions et applaudissements dans la salle.) je vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année, un très joyeux Noël et une très bonne année.

À présent, je vais vous présenter notre budget pour cette nouvelle année.

Je vous remercie. (Applaudissements et réactions dans la salle)

Le président : S'il vous plaît, je vous remercie. Merci bien. Merci.

Madame Bruant.

— Présentation du rapport —

Merci.

Le président : Bien. Merci, Madame la représentante.

Chers collègues, pour la discussion générale, nous disposons de 120 minutes de temps de parole réparties de la manière suivante : 65 minutes pour le groupe RMA, 34 minutes pour le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, et enfin, 21 minutes pour le groupe UPLD.

Donc, j'invite l'intervenant du groupe UPLD... Monsieur Geros.

M. Antony Geros : Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président du Pays absent, Monsieur le vice-président, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames les parlementaires, Mesdames et Messieurs, chers collègues, bonjour à tous.

Je voudrais tout d'abord, Monsieur le président, m'insurger contre la démarche de ce matin. Et c'est vrai que, étant toujours sous tutelle, on doit se mettre aux ordres de l'État, et quand l'État donne sa lecture, on n'a pas d'autre choix que de plier l'échine et de suivre. C'est un certain Fabrice, directeur... Bon, bref !... On ne va pas revenir dessus, parce que, là, vous grignotez mon temps de parole.

Nous voici donc réunis pour nous exprimer sur les prévisions budgétaires 2017 qui illustrent non seulement le dernier budget du vice-président qui, pour se mettre au vert, c'est-à-dire en conformité plutôt avec le respect de la règle de non cumul, devra nous rejoindre incessamment sous peu, mais bien plus encore, puisqu'il s'agira pour nous d'examiner le dernier budget de plein exercice de cette mandature et d'y apporter, selon le cas, bien entendu, soit nos appréciations ou soit nos critiques.

S'agissant de ma première remarque, si vous me permettez, Monsieur le Président absent, sans pour autant chercher à placer le curseur du côté de la morale dans cette affaire, j'ai compris que, dans votre camp, il était plus opportun de satisfaire à un intérêt assurément plutôt individuel et particulier que général en privilégiant le retour du numéro 2 dans notre hémicycle plutôt que de le laisser terminer son travail budgétaire à un moment charnière du redressement de nos finances.

Mesdames et Messieurs, chers collègues, je n'évoquerai, pour expliquer mon point de vue, que ce qui a été promis par vos mentors lors des échéances électorales de 2013 comme étant les grands défis de ce mandat, à savoir la réforme fiscale et le redressement de nos comptes sociaux. La réforme fiscale n'est pas faite que je sache ; le redressement de nos comptes sociaux encore moins. En rappelant à votre vigilance que ces deux réformes ne sont toujours pas abouties. D'ailleurs, à ce titre, s'il est loisible de reconnaître que votre premier engagement a effectivement été amorcé un certain 13 juillet 2013 — vous vous rappelez, « ainsi font, font, font... », c'était un samedi —, il va sans dire que depuis l'avènement du schisme politique qui vous a douloureusement divisé, cette réforme a été volontairement placée dans un sommeil cataleptique à tel point que vous vous proposez même, pour ne plus avoir à en découdre, de la cristalliser jusqu'en 2020 ; ce qui, à s'y méprendre, ressemble d'ailleurs, par les temps qui

courent, à une sorte d'hibernation électoraliste, c'est-à-dire d'opportunité électorale, pour ceux qui ne comprennent pas le français. Quant à l'équilibre des comptes sociaux, à part la coiffe dont elle a pu être soigneusement gratifiée lors de l'adoption du schéma d'organisation sanitaire en février 2016, depuis, je me demande seulement si avant la fin de ce mandat elle va trouver chaussure à sa pointure.

Et avec cela, Mesdames et Messieurs de la majorité, chers collègues, vous vous apprêtez à examiner fièrement votre dernier budget de plein exercice et que, de surcroît, vous allez allégoriquement qualifier de « budget de combat », une expression lexicale que vos homologues de France vous ont malheureusement déjà ravi au point que l'effet de surprise escompté n'a fait l'effet d'aucun effet.

Alors, pour en avoir le cœur net, j'ai interrogé un des vôtres dans un de ces moments de somnolence postprandiale où la vigilance baisse et l'on ne se rend pas vraiment compte de ce que l'on dit afin qu'il m'explique ce qu'il faut entendre par « budget de combat ». Il m'a répondu qu'il s'agissait d'un budget pour faire la guerre. Ce à quoi je lui ai tout naturellement rétorqué : « Mais, pour faire la guerre contre qui et comment ? ». Et là, visiblement hébété, il m'a textuellement répondu après être sorti de l'étreinte de sa somnolence postprandiale : « Tu en fais trop ! Arrêtes un peu de faire ton idiot ! Tu n'as donc pas compris que c'est pour avoir plus de voix aux prochaines élections ? Il faut donner plein de subventions et c'est maintenant qu'il faut les inscrire, sinon, l'année prochaine, ce sera trop tard, on n'aura pas le temps de tout distribuer ! Tu vois ce que je veux dire ? » Eh bien, je ne sais pas... Moi, c'est ce qu'il m'a dit ! (Rires et applaudissements dans la salle.) Bien entendu, bien entendu, cet illustre interlocuteur s'étant rendu compte qu'il en avait trop dit m'a supplié, entre deux rots (Rires dans la salle.), si je venais à en parler, de ne surtout pas en révéler la source. Vous avez compris que ce n'est ni un agent de la NSA, ni Edward Snowden bien sûr, mais plus modestement un des vôtres piégé dans sa somnolence postprandiale.

Donc, Mesdames et Messieurs de la majorité, chers collègues, j'en ai conclu qu'il s'agissait faussement d'un budget de combat au sens belliqueux du terme — ce dont je me réjouis —, mais plutôt d'un budget électoraliste et propagandiste des plus classiques au sens glamour et jovial de cette expression, ce qui malheureusement me désole tout autant.

Et il me semble d'ailleurs que vous avez, en termes de délai, Madame la sénatrice, anticipé la démarche de vos collègues parisiens de l'opposition qui, lors du vote de leur projet de loi de finances 2017, n'ont pas manqué de gratifier cette initiative de budget électoraliste tant il est vrai que les prochaines échéances nationales seront doubles puisqu'elles intéresseront autant les présidentielles que les législatives, et qu'à ce titre, toute action budgétaire significative, même placidement rangée au rang d'actions de relance par la consommation, se voit inéluctablement affubler de posture propagandiste.

Ainsi, Mesdames et Messieurs, chers collègues, de manière cartésienne et sans spécialement m'attarder sur les chiffres qui nous bassinent et qui sont exposés dans vos rapports, nous dirons que les trois actes essentiels de votre budget reposeront sur :

- la poursuite de la politique de redressement de nos finances publique ;
- la poursuite de la politique de désendettement de notre collectivité ;
- et le maintien du niveau de financement de nos commandes publiques.

Un document des plus anodins et classiques qui, en réalité, a la particularité de répondre à un double objectif : d'une part, celui de plaire à la puissance administrante par l'évocation de ratio de circonstance ; et d'autre part, celui de saupoudrer l'électeur en aides fiscales et financières de toutes sortes pour obtenir en retour la faveur de sa contribution bienveillante aux prochaines échéances dont l'enjeu sera triple puisqu'il nous faut rajouter à la double échéance nationale de 2017 celle des territoriales de 2018. Ce qui, pour la devanture et la galerie, ne privera pas le gouvernement de s'encenser au terme de ses prévisions de recettes en précisant en fonctionnement que, depuis plus de trois années consécutives, la politique de redressement de nos finances qui a été placée au centre des priorités gouvernementales nous a permis d'accéder au graal de la relance, là où, pourtant, il nous faudrait par prudence ne voir qu'un frémissement, voire un frémissement de notre économie après rebond eu égard à la bonne performance du rendement fiscal constaté depuis janvier de cette année seulement. Heureusement que nos recettes budgétaires ont pu être complétées in extremis autant par le rétablissement de la dotation globale d'autonomie qui visiblement 2016 a donné du fil à retordre à nos parlementaires — soit dit en en passant — que par le prélèvement stratégique des dividendes sur nos établissements publics.

Enfin, pour garantir le respect de l'équilibre prévisionnel, il vous aura fallu consolider le dispositif budgétaire par la réduction des provisions constatées en faveur des garanties accordées aux emprunts contractés par nos satellites ainsi que par un prélèvement sur nos fonds spéciaux. Je veux parler, bien entendu, du FRPH et du FIGD.

Donc, ce projet de budget, soit disant configuré pour la bataille ou la guerre, nous annonce en fonctionnement une progression plutôt timide à peine perceptible de 8 % par rapport à l'exercice précédent. À s'y méprendre, on aurait tendance à dire que si avec 8 % de progression, on peut qualifier un tel document de budget de combat et avec cela faire la guerre, je me demande seulement si cette armée de combattants aura au moins suffisamment de quoi financer leurs pantalons. Néanmoins, si je rejoins le raisonnement de notre corbeau que j'ai dû tirer de sa somnolence post-digestive, peut-être faudra-t-il alors se faire à l'idée que, dans ce dossier, la vérité est ailleurs. D'autant qu'en matière de dépenses de fonctionnement, toute chose étant égale par ailleurs, vous nous proposez en bon écolier et toujours pour épater la galerie, une meilleure appréhension de nos dépenses obligatoires confortée par la poursuite des mesures d'assainissement et de redressement de nos comptes publics tout en vous gargarisant de la garantie d'une gestion plus pertinente et rigoureuse de notre endettement. Si d'aventure on pouvait arriver à mettre ces paroles en musique, je vous garantis que vous êtes sûr de faire un tabac à « The Voice » !

Bref, sans entrer dans le détail et en regardant de près, on ne voit rien de très significatif ou ostentatoire, comme on aurait pu le supposer pour un budget de combat. Donc, Mesdames et Messieurs, chers collègues, assurément, la vérité est ailleurs.

Comme on s'y attendait, on s'apercevra qu'en matière d'investissement, le gouvernement confirmera sa politique de désendettement par la limitation de ces emprunts à 8 milliards de francs et se délectera au passage, une fois de plus, toujours en bon élève, de sa bonne performance en rappelant qu'avec 10 milliards d'autofinancement, le Pays arrive ainsi à couvrir sur fonds propre 41 % de ces besoins d'investissement. N'est-ce pas, Monsieur le vice-président ? Sauf que pour notre complète information, cette stratégie intervient à un moment où justement les taux d'intérêt sont historiquement à leur plus bas niveau si l'on s'en tient aux déclarations des membres de l'Observatoire finance active 2016 dont la note de conjoncture datait de mars 2016 qui annonce un taux moyen d'emprunt historique de 1,75 % — Du jamais vu ! Du jamais vu ! — ; ce qui va bien entendu faire l'affaire de l'État qui pourra ainsi limiter sa contribution à 7,277 milliards de francs au titre des différents instruments et dispositifs de financement mis en place et érodés plus d'une dizaine d'années. Après tout, je dirais que ce n'est pas plus mal quand on sait que la majorité de ces financements aura servi au « B & B » — béton-bitume, bien sûr — plutôt qu'au financement de nos outils de production du secteur primaire qui affiche, en 2015, 41 milliards d'importation en produits du terroir étranger. Mesdames et Messieurs, si cela ne vous fait rien ?... Cela fait pitié ! Le bon réflexe aurait pourtant été de profiter du caractère très exceptionnel de cette conjoncture bancaire confortée par le fort taux de liquidation constaté depuis plus de deux ans pour augmenter le volume de notre commande publique et reporter à plus tard la stratégie de limitation de notre dette.

En termes de dépenses d'investissement, la liste étant extrêmement longue et peut-être pas encore tout à fait arbitrée pour satisfaire à satiété la goinfrerie de certains de vos collègues, je dirais que tout le monde est servi, même ceux qui n'ont pas encore reçu leur carte d'invitation au banquet. Je veux citer, bien entendu, les dépenses imprévues destinées aux bénéficiaires de l'ex-CAVC que l'on a préféré intégrées au budget, soi-disant pour



plus d'efficacité en termes de mobilisation de fonds en cas de calamités naturelles. Encore de belles paroles qui méritent d'être mises en musique ; n'est-ce pas ?...

Mesdames et Messieurs, chers collègues, comme je le disais tantôt, voilà pour la façade, à tel point que ce qui me semble maintenant être plus intéressant à évoquer, c'est de mettre en exergue toutes ces mesures budgétaires sanctuarisées dans la masse dont la pertinence électoraliste, de toute évidence, a bien entendu échappé à la vigilance des néophytes qui sont malheureusement légion dans notre hémicycle. Mais n'était-ce pas là seulement l'objectif ou le but ?

À juste titre, pour revenir à la désolante réalité de la vérité, Mesdames et Messieurs, chers collègues, de mesures électoralistes, vous me direz, il n'y en a pas, il n'y en a jamais eu et il n'y en aura jamais ! Pourtant, au cours de la même séance, vous vous apprêtez, dans une LP, à hiberner jusqu'en 2020 les curseurs fiscaux les plus importants. Vous prenez la décision en décembre 2016, comme par enchantement, juste avant les échéances présidentielles et législatives de 2017, et a fortiori juste avant celles des territoriales de 2018. Donc, lors de vos réunions de propagande électorale, je serai le premier à être convaincu que la présente démarche s'inscrit bien dans une meilleure appréhension de nos dépenses obligatoires confortée par la poursuite des mesures d'assainissement et de redressement de nos comptes publics, tout en nous garantissant une gestion plus pertinente et rigoureuse de notre endettement et qu'à aucun moment la présente opération n'a servi un dessein électoraliste quelconque. Croix de bois, croix de fer, si je mens, je vais en enfer... Je vous crois, Monsieur le Président. N'avez-vous pas dit dans votre intervention que vous teniez un discours de vérité ?...

Toujours dans le registre de la fiscalité, investi de la volonté de soutenir la politique éducative par le levier fiscal, vous venez, à travers deux autres LP, instituer une exonération des droits et taxes sur les ouvrages scolaires dont l'importation est encore actuellement assujettie à 5 % de TVA et à 2 % de taxe sur l'environnement. Bien évidemment, il s'agit d'une décision qui sert un intérêt général et qui va dans le bon sens s'agissant de l'éducation de nos enfants. Par conséquent, il est quasiment certain que nous sommes en présence d'une décision soutenue par l'ensemble des groupes représentés au sein de notre hémicycle. Eh bien, voyons ! Ceci étant, les membres de mon groupe se posent quand même la question de savoir pourquoi prendre une telle décision au mois de décembre 2016 pour une application au mois de janvier 2017 alors que la rentrée des classes s'est effectuée au mois d'août dernier, c'est-à-dire il y a de cela plus de cinq mois déjà. Votre corbeau m'aurait répondu : Peu importe la date, ce qui est important, c'est qu'à partir de janvier 2017, donc en pleine période de propagande électorale, les parents qui vont participer aux élections prennent conscience de votre grande mansuétude à l'égard du coût des manuels scolaires de leurs enfants ! N'est-ce pas ?

Toujours au titre de cette même LP, vous vous engagez à favoriser la pratique du sport en exonérant de droits et taxes les importations d'équipements sportifs. S'agissant d'une décision en faveur de la promotion du sport, nous devons avoir en tête de nous rappeler qu'en matière de politique de prévention contre l'obésité et les maladies liées à un déséquilibre nutritionnel, il n'y pas meilleur adjuvant que le sport. Pourtant, nous nous apercevons qu'il s'agit d'une mesure limitée exclusivement à une petite élite privilégiée puisque, dans le corps de cette LP, seules les fédérations titulaires d'une délégation de service publique et, qui plus est, agréées d'une autorisation du ministre de tutelle en personne pourront bénéficier de la mesure. Sachant qu'il n'y aura qu'une entité fédérale agréée par discipline sportive, là encore, les membres de mon groupe s'interrogent sur le caractère électoraliste de cette mesure. En tous les cas, compte tenu de son champ d'application, je ne pense pas qu'elle soit d'une grande efficacité préventive contre l'obésité.

Sur la LP portant modification du Code des impôts qui devait juste nous être présentée pour toiletter les imperfections rédactionnelles ou sémantiques de nos textes et restructurer les procédures internes, voilà-t-il pas qu'en première mesure, vous nous proposez de rendre éligible à la défiscalisation le mareyage ainsi que le transport en commun terrestre de passagers. À la première lecture, la proposition semble s'inscrire dans le droit fil des mesures propres à soutenir le développement économique du pays — n'est-ce pas ?... — et n'appelle pas vraiment de remarques ou d'observations particulières ; d'autant que, dans l'exposé des motifs, cette opération est justifiée par le souci de cibler un type de véhicule de transport urbain spécifique permettant le transport de passagers en station debout, sans que ce soit, à ma grande surprise, expressément repris dans le texte de la loi. Pour autant, ces deux propositions qui débarquent comme un cheveu sur la soupe, d'une LP qui ne se voulait pourtant initialement que technique et sans intrigue, ne semblent plus l'être tout à fait si l'on s'attache à la personne des détenteurs de ces fonds de commerce sans avoir à citer leur nom comme l'aurait fait un certain président récemment élu. L'un s'illustre et s'illustrera encore par l'appui logistique qu'il apportera à votre formation lors des grands rassemblements et événements politiques, et l'autre qui a pu extirper à votre majorité l'adoption d'une LP sur le transbordement vient s'imposer en bout de dispositif au motif que les navires de pêche et les investissements de stockage et de conditionnement le sont déjà. Comme dirait mon ami le corbeau : À d'autres, mais pas à moi !

Monsieur le Président, j'aurai voulu m'arrêter là, mais ce n'est pas possible ! Car à la lecture de la LP portant diverses mesures fiscales en faveur de la relance économique tout comme dans votre discours de ce matin, vous vous encensez des meilleurs ratios et statistiques dispensés par les établissements de la place tout en reconnaissant que l'embauche et l'investissement des entreprises ne progressent toujours pas, ce, malgré toutes les mesures d'allègement fiscal dispensées, alors, là, depuis 2013. Ainsi proposez-vous pour « re-renouer » le climat de confiance avec le milieu socio-pro, non seulement de maintenir en l'état les taux d'imposition relatif à l'impôt sur le revenu des capitaux immobiliers ainsi que ceux relatifs à la contribution supplémentaire à l'impôt sur les sociétés, mais bien plus encore, de les geler jusqu'au 31 décembre 2020. Vous vous proposez même d'étendre cette mesure à la CST et la TVA.

À même pas quatre mois des présidentielles et six mois des législatives, on n'a pas besoin de votre corbeau pour se rendre compte du caractère électoraliste de la mesure, bon sang ! Néophyte peut être, mais idiot... Pas du tout ! Excusez-moi !

Monsieur le Président, au-delà de la filouterie électoraliste, où va-t-on ? Si vous pouviez un peu lever la tête... Quid de la réforme des comptes sociaux, Monsieur le Président ? (Le président : « Monsieur le représentant, il faudra bientôt conclure. ») Quid des ressortissants du pays qui se trouvent en dessous du seuil de pauvreté ? Quid du financement de notre régime de solidarité ? Quid du financement de nos centres hospitaliers ? Avec quoi allez-vous financer tout cela si vous amputez allègrement le Pays des seules marges de manœuvre dont-il dispose ? Miseriez-vous sur les richesses de Makatea ou sur celles de nos terres rares pour disposer des fonds qui vous manquent pour pouvoir répondre à ce genre de questions sur le terrain pragmatique ?

Cette semaine, j'ai assisté au conseil d'administration du CHPF et j'ai appris avec stupeur que la situation financière de cet établissement était extrêmement tendue, autant en ce qui concerne la gestion de ses disponibilités que celle de sa trésorerie. Outre les retards de versement relatifs aux dotations qui doivent leur être versées périodiquement, dont celle du RSPF, il nous a été signalé la montée en puissance de certains postes de dépenses du fait de la défection de l'offre privée au mois de décembre de chaque année. Ainsi avons-nous appris que les patients des cliniques privées en cardiologie et en pédiatrie durant le mois de décembre étaient systématiquement redirigés vers le CHPF sans pour autant que la dotation globale de fonctionnement versée par la CPS ne soit compensée à dû proportion.

Nous avons appris également que de nombreux besoins en praticiens hospitaliers spécialisés n'arrivaient pas à être satisfaits de manière réactive et immédiate du fait de l'insuffisance des crédits budgétaires et bien entendu de la rigidité de notre administration à tel point que la Direction, pour y faire face, se voit contraint de ponctionner les crédits nécessaires sur d'autres postes budgétaires à charge de revanche ; ce qui s'appelle,

Monsieur le président, gestion financière de la cavalerie. (Le président : « Il vous reste une minute, Monsieur le représentant. »)

Dans le domaine social, je vous ai entretenus en commission sur l'insuffisance des dotations du FAS — RSPF, bien sûr — au regard des missions dévolues au Service social ainsi que de l'insuffisance des effectifs de personnels destinés à l'accompagner des familles en détresse. Nous savons tous qu'à la différence des prestations légales, les aides sociales dispensées par ce fonds et qui sont par nature même limitées dans le temps représentent pour certaines familles un minimum vital temporaire qui vient combler la différence entre les besoins essentiels du ménage et les ressources dont il dispose. C'est au regard de cette situation qu'en 2012, nous avons institué — gouvernement Tamaru, bien sûr — « l'aide de la femme au foyer », rapidement transformé en « aide du parent au foyer » compte tenu à l'époque de la réalité du terrain. La situation s'étant considérablement empirée depuis, je suis même arrivé à me demander s'il n'est pas temps d'instituer une « allocation universelle de solidarité » au profit de cette catégorie d'individu comme cela se fait déjà dans les grandes démocraties de la planète. (Le président : « Je vous invite à conclure ! ») Il s'agit de solidarité au profit de ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, Monsieur le Président. C'est la vraie solidarité, celle-là !

Vous venez récemment de faire adopter par notre assemblée, le Plan d'Orientation Stratégique pour la mise en œuvre d'une Politique Publique de la Famille qui semble avoir eu tout votre soutien, Monsieur le président. (Réactions dans la salle.) (Le président : « S'il vous plaît ! S'il vous plaît !... S'il vous plaît !... Merci de conclure. ») Pour autant, la rapporteure, dès les premières pages de son exposé, nous alarme déjà sur le fait que la dégradation de la situation économique a conduit de très nombreuses familles à vivre en situation de précarité, voire de pauvreté extrême, et à alourdir la charge de la solidarité familiale... (Réactions dans la salle.) jusqu'au point de rupture. (Le président : « Merci de conclure !... Merci de conclure !... ») Ah ! Ça fait mal aux oreilles, la vérité, hein ! (Le président : « S'il vous plaît !... Merci de conclure !... ») Ça fait mal aux oreilles, hein ! Ah là là ! j'ai pitié de vous ! (Le président : « Je vous invite à conclure ! ») Elle précise enfin que si les dispositifs de prise en charge... (Coupure du micro par le président.)

Le président : Merci, Monsieur le représentant. (M. Antony Geros poursuit son intervention hors micro.) S'il vous plaît !... S'il vous plaît !... S'il vous plaît !... Je vous remercie. Monsieur le représentant, je vous remercie. Merci. Merci, Monsieur le représentant. Merci. S'il vous plaît !... Merci. Merci. Nous allons... S'il vous plaît !... Merci, Monsieur le représentant. Merci. Merci. Nous allons passer... S'il vous plaît !... S'il vous plaît !... S'il vous plaît !...

M. Antony Geros : Monsieur le président, finalement je me résigne...

Le président : Monsieur le représentant !... Monsieur le représentant !... Monsieur le représentant !... Un peu de sérénité !...

M. René Temeharo : Rappel au règlement, Monsieur le président !

Le président : S'il vous plaît !... (Réactions sur les bancs de l'UPLD.)

Revenons à plus de sérénité et j'invite le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA à bien vouloir prendre la parole. Madame Iriti.

Mme Teura Iriti : Merci beaucoup, Monsieur le président.

Monsieur le Président, le mois dernier, à l'occasion de la présentation du DOB 2017, je vous interpellais sur l'incapacité de votre gouvernement depuis plus de deux ans à mettre le progrès économique au service du progrès social. Contrairement à vos déclarations et à celles du vice-président devant le représentant du patronat, je relevais que la politique de votre gouvernement n'était pas l'application du programme Tahiti Nui 2025 élaboré en 2013 par le TAHOERA'A HUIRAATIRA. Pour parvenir à appliquer ce programme, je rappelais qu'il faut avoir une vision de long terme et la volonté de faire vivre une autonomie renforcée qui fixe comme priorité le progrès social au service de l'ensemble de la population avec une attention particulière au sort des familles à revenu modeste.

Je voudrais à ce propos vous rappeler le principe du gouvernement du TAHOERA'A HUIRAATIRA que vous semblez avoir oublié à la lecture du budget 2017 : dire ce que l'on fait et faire ce que l'on dit. Cela signifie concrètement que l'on se donne les moyens de mettre en place tout ce qu'on annonce. Cela signifie aussi qu'on ne s'engage pas sur ce qu'on n'est pas en mesure de tenir. Or, depuis votre prise de fonction à la tête du pays, l'action publique a en fait été dictée pendant les exercices 2015 et 2016 par l'État et par les communes, sans réelle vision de long terme, en fonction des intérêts de chacun, les intérêts de l'État en ne réclamant pas la participation financière équivalente à ses responsabilités, l'intérêt des communes en puisant dans le budget du Pays pour assumer à la place de l'État une augmentation du FIP.

Dans le même temps et au-delà des déclarations de principes, force est de constater l'impossibilité de votre gouvernement à développer la politique des grands travaux ou à faire aboutir la réforme de la protection sociale en nous plongeant dans l'immobilisme au plan économique et au plan social. Vous l'aviez vous-même confirmé dans votre présentation du budget ce matin, Monsieur le Président, que vous aviez perdu du temps. Nous comprenons mieux l'expression que vous attribuez à ce budget 2017 : un « budget de combat ». Enfin, il est quand même temps de se réveiller ! Mais avec quelle arme ?

Après avoir séduit l'État et les communes, aujourd'hui ce sont les représentants du patronat qui dictent vos orientations budgétaires 2017 en leur faveur, comme si le marché de dupe de l'accord Te Autaea'era'a dont nous payons les frais depuis 2006 ne nous avait pas servi de leçon. Oh ! je sais bien que vous allez vous plaindre de ces constats en les mettant sur le compte d'une critique systématique de votre action par votre ancienne famille politique.

Pourtant, vous ne vous en sortirez plus à si bon compte chaque année, Monsieur le Président. Chacun peut voir que notre pays est au point mort et que l'amélioration de la situation économique ne profite qu'aux entreprises en place sans réelle possibilité de relance de l'activité. Chacun peut constater que votre gouvernement se contente de gérer les affaires courantes alors que ses membres s'organisent de confortables séjours à l'étranger dont nous attendons vainement à chaque retour de mission d'avoir un compte-rendu détaillé. Ce constat de dilettantisme dans la conduite des affaires du pays s'accompagne d'une réelle autonomie au sein du gouvernement pour profiter de la situation et pour occuper les bonnes places tant qu'il est encore temps. Pendant ce temps, les personnels de cabinet et les agents de l'administration attendent des instructions et des lettres de cadrage. De même, les grands travaux, la protection sociale, la réforme du statut, les accords de Papeetē, la situation des familles à revenu modeste, tous ces dossiers restent en souffrance.

Pourtant, la réforme fiscale que nous vous avons laissée en partage pour reconstruire notre pays porte ses fruits depuis trois ans maintenant en abondant régulièrement les caisses. De plus, l'abandon de votre famille politique pour tenter de la faire disparaître vous a permis de concentrer tous les pouvoirs au plan politique.

Qu'avez-vous fait de tous ces atouts, Monsieur le Président ? Pourquoi n'avez-vous pas arbitré en faveur de dotations équilibrées entre l'économie et le social dans le cadre de ce projet de budget 2017 ? Pourquoi mettez-vous tous nos œufs dans le même panier ? Pourquoi profiter de projections budgétaires très favorables pour satisfaire les demandes du patronat sans répondre aux besoins économiques des familles à revenu modeste tout en contribuant à la sauvegarde de la protection sociale de nos enfants ? Allons-nous subir jusqu'aux élections la litanie des annonces sans suite pour engager la politique des grands travaux, pour réunir les acteurs de la protection sociale, pour réviser notre statut ou pour conclure les accords de Papeetē, obligeant l'État à assumer ses responsabilités ? Faut-il se contenter en guise de mobilisation de l'action publique de schéma directeur, de stratégie de développement, de plans plus stratégiques les uns que les autres pour la relance de l'économie, pour la famille, pour la pêche, pour l'organisation sanitaire, et j'en passe ? Si l'on en croit vos perspectives budgétaires ses orientations pourraient prendre corps en 2017. Pourraient !

Après plus de deux ans d'exercice, des responsabilités au service du pays, et je vous cite : « Les années 2015 et 2016 ont permis au gouvernement de formaliser les schémas directeurs structurant et les stratégies de développement dans des domaines prioritaires, l'année 2017 verra de façon plus accentuée des mises en applications opérationnelles prendre corps. » Autant dire que 2015 et 2016 auront été deux pages blanches pour les nouvelles réalisations et que votre gouvernement s'est contenté de gérer l'existant en profitant des mesures de redressement mises en place par le gouvernement précédent. À titre d'exemple, la ferme aquacole de Hao, unique rescapé des projets de développement transmis à votre gouvernement enregistre un retard de près de deux ans dû au manque de pilotage et de coordination de l'opération. Je cite là encore : « Pour le court terme, le projet de Hao est désormais dans sa phase de démarrage opérationnel pour les premiers ouvrages dont les réalisations sont programmés sur la fin de l'année, travaux qui apporteront leur part d'activité en 2017 et plus particulièrement sur l'emploi. »

Vous brandissez le programme Tahiti Nui 2025 du TAHOERA'A comme votre feuille de route en oubliant que cette programmation suppose une volonté politique qui vous fait manifestement défaut pour le faire appliquer dans les délais. Dans les délais !

Quoiqu'il en soit, comme je l'évoquais en préambule, le bénéfice des mesures fiscales courageuses imposées par votre prédécesseur et qui représente aujourd'hui 80 % du budget de fonctionnement est en constante augmentation. Et je vous cite encore : « Les projections sur la totalité de l'exercice 2016 des rendements fiscaux sont supérieures aux prévisions budgétaires de 2,8 milliards, soit plus de 3,23 %. » De fait, cet effort important de tous en fonction des possibilités de chacun devrait profiter au plus grand nombre et en particulier aux familles à revenu modeste. Or, vos choix financiers se traduisent, selon notre vice-président — que je cite également — par « un budget de rééquilibrage avec un effort particulier en faveur du soutien à l'activité économique et moins important vers la solidarité ». C'est vous qui le dites ! Mais dans quel but ? Et je vous cite à nouveau : « Rééquilibrer notre budget en faveur des secteurs créateurs d'emploi au lieu de courir auprès de nouvelles recettes sociales pour financer une solidarité d'assistance qui s'épuise. » Ces déclarations sont destinées à des représentants patronaux qui dénoncent souvent une politique d'assistanat quand il s'agit tout simplement de venir en aide aux familles à revenu modeste.

Cependant, le rééquilibrage offert à l'économie locale par notre vice-président est suffisamment important pour qu'on examine son ampleur. Comme indiqué lors de la présentation du DOB, cette aide sociale aux riches se concrétise par un plan exceptionnel d'investissement et un pacte de stabilité fiscal représentant plus de 100 milliards sur cinq ans, soit plus de 20 milliards par an. De fait, un rééquilibrage entre l'économie et le social à partir d'une enveloppe de 20 milliards par an permettrait, Monsieur le Président, d'abonder le FELP de 10 milliards au moins. Songez, Monsieur le Président, à ce que le pays peut faire pour notre PSG avec 10 milliards supplémentaires chaque année ! Ces 10 milliards de recettes supplémentaires permettent à la fois : avec 2,5 milliards par an, de mieux maîtriser l'évolution inéluctable des dépenses de santé liées aux conséquences de l'allongement des durées de vie tout en garantissant le même niveau de soins à chacun indépendamment de son régime d'appartenance ; avec 7,5 milliards par an, de financer une grande politique familiale en relevant et harmonisant le montant des allocations familiales et en créant de nouvelles prestations pour les familles à revenu modeste qui relèvent des trois régimes de la PSG. Ce n'est pas rien ! Et cela mérite à tout le moins une discussion sur les orientations quand on évoque pour 2017 un budget de rééquilibrage entre l'économie et le social.

Quitte à nous répéter, Monsieur le président, le modèle de société du TAHOERA'A HUIRAATIRA puise aux racines de la tradition polynésienne faite d'échange et de partage du travail et des richesses. Cette conception d'une société basée sur la cohésion sociale rejoint celle des plus récents prix Nobel d'économie qui considère que les sociétés futures ne peuvent continuer à entraver le progrès social au profit de la seule performance économique. De fait, réduire l'endettement, faire des économies pour élargir les marges de manœuvre du budget du pays est, certes, louable ; à la condition cependant que ces marges de manœuvre favorisent les investissements à long terme pour l'économie comme pour le social.

Après la faillite des politiques de rigueur, les experts de Bruxelles ne disent pas autre chose en délaissant le dogme des 3 % de déficit indépassable qui a conduit à la casse sociale dans nombre de pays. Ils plaident pour la relance d'activité dans la zone Euro par une politique économique basée sur les investissements structurants dans laquelle nous étions engagés dès 2013. Eh oui, Monsieur le Président ! il faut savoir monter de grands projets structurants et les défendre auprès des investisseurs et des caisses prêteuses. Il faut sortir de la gestion au jour le jour en bon père de famille qui ne répond pas à la nécessité de redimensionner notre économie à une toute autre échelle pour la mettre au service du progrès social.

Dans cette attente, Monsieur le Président, quelque soit la bonne volonté de nos entreprises — quelque soit la bonne volonté de nos entreprises ! —, elles ne peuvent être qu'une force d'appoint pour réaliser la mutation de notre économie. Compte tenu de la situation de fragilité de notre société face à la mondialisation, il faut continuer à arbitrer de façon équitable entre l'économie et le social. Ce n'est pas ce que nous constatons dans ce budget 2017. Très généreux pour les nantis en termes de cadeaux fiscaux, par exemple, mais très rigoureux pour les familles aux revenus modestes en interdisant toute amélioration de leur prestation sociale.

Faut-il rappeler pour illustrer notre propos que si nous sommes tous favorables à la mise en œuvre d'une grande politique de la famille cette branche reste le parent pauvre de la PSG. Avec 7,5 milliards de crédit annuel, la branche famille est effectivement mal lotie face aux 45 milliards consacrés aux branches maladies et 50 milliards à la branche vieillesse.

Et pourtant, comment ne pas s'étonner que le montant des allocations familiales... comment ne pas s'étonner que le montant des allocations familiales soit régulièrement relevé en fonction du coût de la vie en métropole alors que ce montant est gelé depuis 2004 au régime général des salariés en Polynésie ? Est-il acceptable de se priver du produit de l'impôt sur les capitaux mobiliers qui ne touche que les plus fortunés quand les financements consacrés aux allocations familiales des salariés nous interdisent d'augmenter leur montant depuis plus de 12 ans ?

De même, si nous ne pouvons rien contre les effets de l'allongement de la durée de vie sur l'augmentation des dépenses assurance maladie ou vieillesse, nous devons assumer les orientations budgétaires vers un financement pérenne de ces dépenses obligatoires. Vous savez bien, Monsieur le président, que c'est un leurre de laisser penser que les cadeaux aux entreprises locales vont permettre de financer ses dépenses en 2010 et au-delà en l'absence de grands projets touristiques structurants pour décupler l'activité économique.

C'est pourquoi nous restons fidèles à nos engagements d'aider à la réussite de votre mandat dans l'intérêt bien compris de la population en questionnant votre action chaque fois que nécessaire. Il ne s'agit pas d'une posture politicienne de principe dont vous allez vous plaindre en réponse aux observations sur votre mode de gouvernance du pays. Il s'agit de marquer la détermination du TAHOERA'A HUIRAATIRA à soutenir une action publique ambitieuse et créative qui contribue à la mutation profonde de notre économie en préservant les valeurs d'échange et de partage qui sont les fondements de notre société.

Aussi, Monsieur le président, arrêtez de vous faire mener par le bout du nez ! Réveillez-vous ! Réagissez ! Agissez ! Mais arrêtez de faire rêver ! Je dis, je fais.

En 2014, vers la fin de l'année — Monsieur le Président, permettez-moi de vous le rappeler — nous sommes tous montés dans l'avion TAHOERA'A HUIRAATIRA. Monsieur le Président, en 2015, qu'a-t-on vu dans cet avion en vol ? Eh bien, que faute de capitaine, l'État français avait pris les commandes de l'avion. En 2016, qui était le pilote ? Eh bien, les maires. L'année prochaine, qui sera le pilote ? Les gens riches. Et l'année d'après, avant l'élection ? Les associations peut-être !... Voilà pourquoi j'affirme, Monsieur le Président, que vous avez une vision à court terme. Vous vous contentez de distribuer sans pour autant remplir les caisses. C'est une vision à court terme parce que, demain, celles-ci seront complètement vides. Quelle solution pour nos enfants demain ? (Réactions sur le banc du gouvernement.) Si ! Elles seront totalement vides parce



que, ce qui vous importe, c'est que l'on reconnaisse que vous sortirez vainqueur des prochaines élections. C'est ce que l'on vient de nous dire ! Distribuer..., encore et encore, sans remplir.... C'est comme une voiture, Monsieur le Président. À un moment donné, quand il n'y a plus d'essence, la voiture s'arrête. (Le président : « Merci. »). Cela me fait vraiment pitié pour nos enfants demain.

Monsieur le Président, prenez ces propos comme des encouragements.

Merci. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. Madamé Tinorua.

Mme Alice Tinorua-Rijkaart : Merci, Monsieur le président.

Monsieur le Président de la Polynésie, Mesdames et Messieurs les ministres, mes chers collègues et le public, bonjour.

Les principales orientations pour le budget primitif de l'exercice 2017 se résument « à consolider et à amplifier davantage la reprise de l'activité économique, pour porter la création d'emploi ». Plus simplement, vous proposez un « budget de consolidation », voire un « budget de combat », qui prend appui sur un « pacte de stabilité fiscale ». Ce budget de consolidation a vocation à « stimuler l'emploi, l'investissement et l'activité économique ». Il a aussi pour finalité de « rendre du pouvoir d'achat aux Polynésiens », en mettant en œuvre un axe stratégique qui consiste à lutter contre la vie chère et à supprimer les droits à l'importation en priorité sur les vêtements et les véhicules de petites cylindrées.

Enfin, des secteurs prioritaires sont définis tels que le logement, le tourisme, et la relance économique.

Le gouvernement affirme un double objectif : consacrer les crédits budgétaires supplémentaires provenant de l'augmentation des recettes fiscales « aux actions ou opérations génératrices – de manière directe ou indirecte – d'emplois » ; continuer à maîtriser les dépenses intrinsèques de l'administration, et notamment les dépenses de personnel.

C'est au cours de la conférence économique du 10 octobre 2016 que le gouvernement a exposé sa ligne directrice qui consiste à concentrer les aides publiques en faveur des entreprises pour créer de la compétitivité et favoriser la création d'emplois tout en écartant les mesures de soutien à caractère social jugées trop coûteuses, voire improductives (on sait que les efforts budgétaires pour le FELP avoisinent les 30 milliards F CFP tandis que les actions en faveur du tourisme ne captent que 2 milliards F).

À cette occasion, vous avez bien affirmé votre intention de mettre plus de moyens aux secteurs économiques et de faire moins de solidarité. Si on comprend la logique qui sous tend cette orientation, le groupe TAHOERAA HUIRAATIRA ne la partage pas, en tous les cas pas en ce moment, car un nombre plus important de Polynésiens tombe dans la précarité, la pauvreté, le chômage. Je vous rappelle juste deux chiffres : dans un reportage diffusé le 17 octobre 2016 à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté, Polynésie 1ère révélait que « 30% des familles polynésiennes sont en-dessous du seuil de pauvreté » ; TNTV, en s'appuyant sur les journées défense et citoyenne de 2015, révélait dans un reportage du 10 octobre dernier que « 37% des jeunes sont illettrés », situation malheureusement souvent étroitement liée à la pauvreté et qui en outre fait obstacle à une insertion sociale de ces personnes. Nous préconisons donc de continuer à consacrer des crédits en faveur des plus démunis, le temps que les mesures favorables que vous prenez pour dynamiser la compétitivité des entreprises prennent leur plein effet.

La principale orientation budgétaire consiste donc à ne pas pousser plus loin les actions en faveur des plus démunis jugées trop coûteuses, mais à porter l'effort de redistribution sur les acteurs économiques. Et encore, est-ce que cela concerne tous les acteurs économiques ? Lorsque je rencontre les commerçants du centre de Papeetē, je ne peux qu'observer les boutiques qui ont baissé leurs rideaux, et recueillir le mécontentement de commerçants qui ne peuvent plus payer ni leurs loyers trop élevés ni s'acquitter de la contribution des patentes, ou qui ne peuvent plus respecter leurs échéances.

Quoi qu'il en soit, vous affichez les lignes directrices suivantes.

1-Votre objectif est de rendre du pouvoir d'achat aux ménages.

C'est bien ! Mais rendre du pouvoir d'achat aux ménages, cela sous-entend que la catégorie de population visée est celle qui a déjà du pouvoir d'achat, ce qui exclut tous ceux auxquels on ne pourra rendre quoi que ce soit puisqu'ils n'ont déjà plus rien. Les plus démunis sont laissés pour compte et, plutôt que de proposer une diminution des droits et taxes d'importation sur les vêtements et les véhicules de petites cylindrées, il aurait été souhaitable de remettre à plat le mécanisme de stabilisation des produits de première nécessité, les PPN, et prendre des mesures fortes pour faire baisser le prix du riz par exemple.

2- Votre objectif est de mettre en place des mesures d'exonération des droits et taxes d'importation.

Il s'agit de permettre aux fédérations sportives de réaliser des achats en direct auprès de fournisseurs externes tout en bénéficiant d'exonération de taxes. Mais alors, par ce dispositif vous allez favoriser les flux de marchandises externes au détriment des grossistes locaux qui, pourtant, emploient de la main-d'œuvre locale et paient des cotisations patronales et des impôts sur les bénéfices qu'ils réalisent. Croyez-vous qu'en favorisant l'accès aux circuits économiques externes en faveur des fédérations, vous pourrez contribuer à maintenir en Polynésie française un volume d'activité suffisant pour ces grossistes et pour le maintien de leurs emplois ?

3- Votre objectif est de soutenir la relance économique et de favoriser la création d'emplois.

La présentation des mesures économiques, relayée aux socioprofessionnels lors de la Conférence économique du 10 octobre 2016, marquait le constat suivant. 22 mesures à caractère économique en faveur de la relance auraient été réalisées — ou en cours de réalisation — sur 39 mesures annoncées par le Président Édouard Fritch lors de son allocution du 14 avril 2016. Pourtant, à y regarder de plus près, aucun bilan n'a été produit pour mesurer l'efficacité des dispositifs mis en œuvre.

Sur les mesures en faveur de l'aide à la création d'entreprises, les aides aux commerçants pour rénover leur boutique, la « prime à la voiture propre », ou encore plus récemment l'aide donnée aux entreprises pour se connecter à Internet. Pour toutes ces actions, quel est le bilan ? Les aides publiques versées à ces acteurs ont-elles porté leurs fruits ? Il me semble qu'il ne suffit pas de distribuer des aides et de dire que tout va bien ! Encore faut-il évaluer l'efficacité des mesures prises !

Je rappelle que la plupart des crédits nécessaires à ces mesures destinées à relancer l'économie ont été mis en place lors du collectif budgétaire présenté en juin 2016. Dès le 20 septembre 2016, le président de la CGPME jugeait les mesures de relance « satisfaisantes » et se disait « soulagé » à l'annonce du pacte de stabilité fiscale. Toutefois, il disait attendre des mesures plus concrètes sur les grands projets : « Ce qu'on attend, c'est comment on réinjecte de l'argent dans l'économie ? On a eu des premières réponses avec les mesures de relance, mais on aurait aimé avoir quelques noms de projets ».

Nous pouvons lui répondre, sans nous tromper, qu'il va falloir encore attendre, et nous espérons que le soulagement exprimé ne laissera pas place à l'exaspération. Pour ce qui concerne le projet Tahiti Mahana Beach, dans sa lettre de juillet 2016, l'IEOM faisait observer que le pacte d'actionnaires locaux qui devaient se substituer aux investisseurs étrangers défaillants, aurait dû être signé en avril 2016. Trois mois plus tard, il ne l'était toujours pas. Et il ne l'est toujours pas aujourd'hui !

Combien d'emplois pérennes ont été créés en 2016 ? Si l'on regarde d'un peu plus près les créations d'entreprises, on constate que 88 % des entreprises créées en 2015, soit 2379 unités, étaient des entreprises individuelles. Au total, selon l'ISPF, sur 2 695 entreprises créées en 2015, seulement 1 % des entreprises emploient au moins 1 salarié au moment de leur création, ce qui signifie que le créateur assure d'abord son propre

emploi, et que seules 132 entreprises créées en 2015 ont déclaré au moins 1 salarié à la CPS. Lors de sa visite, le directeur général de l'IEOM, Monsieur Hervé Gonsard, a déclaré que « les conditions de la reprise sont là ». Et il précise : « Pour 2016 cette croissance se confirme. Elle reste insuffisante puisqu'elle devrait tourner autour de 1,5 % mais elle est là ». Il faudra faire plus « notamment pour créer de l'emploi. Une croissance aux alentours de 1,5 % permet de créer environ 200 emplois ». Je ne manquerai pas de rappeler que chaque année, c'est près de 1 400 jeunes qui veulent entrer sur le marché de l'emploi sans y parvenir. Je ne parle même pas des chômeurs en grand nombre qui constituent le vivier des sans emplois.

4- Votre objectif, affirmé dès septembre 2016 puis réaffirmé lors de l'examen du rapport portant sur le débat d'orientation budgétaire, est d'instaurer un « pacte de stabilité fiscale ».

Avec le pacte de stabilité fiscale, il est affirmé une volonté de « donner de la visibilité et de la sécurité juridique aux agents économiques », de réduire ainsi la pression fiscale et favoriser à moyen et long terme la compétitivité et l'initiative privée.

Le pacte de stabilité fiscale se résume finalement et très simplement à : la diminution du taux de l'impôt sur les sociétés en instaurant un taux fixe à 29 % et une baisse de 1 % sur 4 ans pour le porter à 25 % ; la fin de la contribution de solidarité sur la CSIS, mais celle-là est déjà prévue dans la loi du pays portant la réforme fiscale de 2013, donc qui devait se terminer cette année 2016. N'allez pas croire que c'est une révolution, ne nous y méprenons pas, et les chefs d'entreprises l'ont bien compris !

Dans le même temps, le gouvernement décide de mettre en place « une fiscalité comportementale » pour lutter contre l'obésité et les maladies comme le diabète et l'hypertension. L'augmentation sera de 37 % sur la fiscalité des tabacs et des boissons sucrées. Sur ce point, les professionnels du secteur ont déjà réagi et sont inquiets des dommages collatéraux que cela pourrait engendrer. C'est donc cela la « pause fiscale », comme vous vous plaisez à nous le rappeler depuis septembre 2014 ?

5- Votre objectif est de favoriser les projets privés et de recourir à la défiscalisation.

Lors des débats en commission, les techniciens présents nous ont communiqué les données suivantes concernant les projets agréés sur les trois derniers exercices.

En 2013, l'ensemble des projets, agréés dans les secteurs de la rénovation hôtelière, le charter nautique, le logement social, le secteur primaire ou encore les résidences pour personnes âgées, a représenté au total 9,398 milliards de bases défiscalisables, pour un montant global de crédits d'impôts de 5,115 milliards de francs.

En 2014, 6 programmes ont été agréés pour un montant total de 1,298 milliard de bases défiscalisables pour 219 millions de crédits d'impôts accordés. En 2015, le montant global atteignait 6,115 milliards de francs de bases défiscalisables pour 2,446 milliards de crédits d'impôts octroyés. Depuis le début de l'année 2016, 2,418 milliards de bases défiscalisables ont été agréées pour 967 millions de crédits d'impôts octroyés. De 2014 à 2016, soit trois exercices, le montant total des bases défiscalisables agréées a donc atteint 9,831 milliards, alors que sur la seule année 2013, le précédent gouvernement a agréé pour 9,398 milliards de bases défiscalisables. Est-ce à dire que l'on peut obtenir le même effet multiplicateur ? Permettez-nous d'en douter !

Le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA considère que les mesures présentées ne donneront pas le coup d'accélérateur à la relance pour stimuler la création d'emplois. Pour nous, ce budget répond avant tout à des objectifs de précampagne électorale.

Je vous remercie de votre attention.

Le président : Merci. Pour la dernière intervention, Madame Levy-Agami. Il vous reste 5 minutes.

Mme Sandra Manutahi Levy-Agami : Pourquoi, quand c'est moi, vous demandez combien de temps il reste ? C'est bizarre mais bon...

Le président : Vous avez la parole.

Mme Sandra Manutahi Levy-Agami : C'est largement suffisant, donc je me passerai des... Non, je vais quand même dire bonjour.

Bonjour, président. Bonjour les ministres. Président de l'assemblée, bonjour. À tous, bonjour.

Comment qualifier les mesures fiscales prévues au budget de 2017 ? Sous quel éclairage les analyser ?

Notre première réaction est de reprendre les déclarations du Président Édouard Fritch à l'occasion de la discussion relative au DOB et de les confronter aux textes fiscaux proposés à notre approbation. À partir de là, se dégagent deux axes de réflexion. Un premier axe autour des mesures qui paraissent au TAHOERA'A HUIRAATIRA aller dans l'intérêt des Polynésiens. Et un deuxième axe qui consiste à taguer les mesures qui vont totalement à l'encontre du pacte de stabilité fiscale agité sous les yeux des médias depuis trois mois.

Pour ce qui concerne les mesures fiscales qui vont dans le sens de l'intérêt général, on peut noter les dispositions prévues dans la loi du pays portant modification du code des impôts.

Le TAHOERA'A HUIRAATIRA soutient le rétablissement du transport en commun terrestre de passagers ainsi que l'introduction du mareyage comme secteurs éligibles à la défiscalisation.

Une série de clarification du code des impôts en matière de régime fiscal des entreprises étrangères d'assurance, des textes relatifs aux centimes additionnels au profit de la CCISM, comme le toilettage du code des impôts, apparaissent en effet nécessaires.

Pour ce qui concerne les mesures fiscales qui vont à l'encontre du pacte de stabilité fiscale, pourtant agité comme je le disais précédemment sous les feux des médias depuis trois mois... Donc là, les choses se compliquent. Quatre lois du pays apparaissent rentrer en conflit avec cette déclaration fracassante de pacte de stabilité fiscale.

Ainsi, une loi du pays, qui pourtant prévoit diverses mesures en faveur de la relance économique, prévoit des dispositions purement électoralistes. Mes collègues l'ont rappelé et j'aurai l'occasion de revenir sur ce point à l'occasion de mon intervention ciblée.

Une autre loi du pays prévoit de continuer à taxer le monoï à l'export alors même que le GIMT qui encaisse la taxe affectée est appelé à disparaître voire même, me dit-on, aurait disparu. Ces nouvelles mesures vont nuire aux petits producteurs de monoï, et cela nous inquiète fortement.

Une autre loi du pays, elle, met en place de nouvelles taxes pour la téléphonie mobile et pour Internet... Il faut croire que les consommateurs polynésiens sont, avec votre gouvernement, condamnés à payer toujours plus !

Le dernier texte portant sur diverses mesures fiscales à l'importation atteint là des sommets de contradiction par rapport à cette fameuse stabilité fiscale annoncée à cor et à cri par votre gouvernement ! En effet, +38 % sur le tabac, +40 % sur la taxe sur la publicité des produits sucrés et une série d'exonérations. Ce qui est extraordinaire c'est que vous justifiez ces mesures par un autre terme spécialement appelée pour la circonstance de... — tenez-vous bien ! — « fiscalité comportementale » ! Vous ne l'avez jamais fait avant.

Tout en précisant en commission que « trop d'impôts tue l'impôt » — là, je cite le vice-président-sénateur — et que ce type de taxes, pour changer le comportement des gens, n'a qu'une portée à court terme car — je cite encore le vice-président sénateur — « (...) les vices ont la peau dure, et c'est vrai qu'on a fait le choix d'une augmentation (...) Il y a eu une baisse (...) lorsque la taxation du tabac a été considérablement durcie, mais finalement, on oublie ces choses-là, et la consommation reprend ». Oui, vous alourdissez davantage le poids fiscal qui pèse sur les consommateurs polynésiens, et on est bien loin de cette fameuse stabilité fiscale tant annoncée. De plus, comment appréhender le cadeau fiscal de 220 millions de francs fait à l'État, histoire de caresser le président Hollande avant son départ de l'Élysée ?

En conclusion, lorsque l'on analyse l'ensemble des lois du pays qui portent sur la fiscalité locale, que vous avez pris soin de bien

saucissonner, on se rend compte que, d'un côté, ce que vous faites, de l'autre, vous le défaites. Cela me rappelle, et certainement à vous, chers collègues, cette histoire que tout le monde connaît dans la mythologie. C'est l'histoire de Pénélope qui, en l'absence d'Ulysse, pour gagner du temps, tissait le linceul de Laërte, son beau-père, et le défaisait la nuit tombée pour éviter de devoir épouser un prétendant, espérant le retour de son époux, Ulysse. Votre gouvernement est tel Pénélope, faisant et défaisant les textes fiscaux, prenant des orientations économiques au gré des pressions intérieures de votre groupe, repeignant en rouge de vieilles mesures, en prévision du retour de la croissance économique qui, pourtant, n'est toujours pas de retour.

L'histoire raconte que Pénélope a dû attendre trois ans avant le retour d'Ulysse ! (Réactions dans la salle.) Gageons qu'au rythme où vous allez, cette croissance tant attendue revienne grâce au retour du TAHOERA'A HUIRAATIRA aux affaires du pays en 2018, à l'issue de votre mandature calamiteuse !

Merci (Applaudissements dans la salle.)

Le président : S'il vous plaît !... Merci.

Nous passons à la dernière intervention, Monsieur Temeharo.

M. René Temeharo : Bonjour, Monsieur le président de l'assemblée et Madame la secrétaire générale de l'assemblée. Bonjour, Monsieur le Président, notre héros. On dirait qu'il est comme la mangue que l'on cueille à l'aide de pierres en pleine saison. Eh oui, on se retrouve à cueillir des mangues à l'aide de pierres. Bonjour ! Bonjour, Monsieur le vice-président sénateur, Mesdames les ministres qui sont véritablement des héros ainsi que... Et au lieu d'aller chez Pénélope, aller plutôt chez Chong Kiao !... Bonjour à Messieurs les ministres, qui sont aussi des héros. Bonjour aux collègues élus, ainsi qu'à Madame la sénatrice, Madame la députée, les journalistes, le public et les internautes.

En entendant les remarques de nos collègues, qui n'y sont pas allés de main morte, je me suis dit que si Marciano vivait toujours, il nous aurait dit : quand allez-vous donc comprendre ?... En effet, malgré sa cécité, il savait où il devait jeter ses détritres. Et donc, je me dis que c'est peut-être notre cas aujourd'hui ?!... (Réactions sur le banc du gouvernement.) Exactement !... Le message télévisé de Marciano, de son vivant, était : si, moi, je peux voir, pourquoi pas vous ?!... Mes chers amis, le dépotoir, il est à Paihoro.

Par rapport à ce budget, vous affirmez que, cette année-là, c'est la France qui nous dirigeait... J'avoue que j'ai été surpris que notre collègue Tony n'ait pas réagi à une telle remarque. Est-ce bien la France qui vous dirigeait lorsque vous étiez aux affaires du pays ? En tous les cas, c'est ce que j'ai entendu de la bouche de nos collègues du centre. Et après, aujourd'hui, apparemment, l'année dernière c'était les maires ; et, l'année prochaine qui va nous diriger ?... Je pense que nous avons tous compris aujourd'hui que nous dirigeons nous-mêmes notre pays, nous décidons nous-mêmes des lois à appliquer dans notre pays. Je vous demande de ne pas revenir à l'époque de Mathusalem.

Et lorsque j'entends notre collègue Teura qui disait que ce sont les fruits du programme du TAHOERA'A HUIRAATIRA, je me dis qu'elle a oublié que les experts qui ont rédigé ce programme, eh bien, ils sont là, devant, à savoir Nuihau Laurey. Il faut rendre à César ce qui est à César ! (Applaudissements dans la salle.) Il faut arrêter !

Donc, merci infiniment. Votre programme est une réussite (En s'adressant au Président du pays.) ce qui fait qu'aujourd'hui, notre budget ouvre des portes.

En tous les cas et avant toute chose, en vous écoutant, mes chers collègues, je tiens à vous dire à quel point je suis fier aujourd'hui de faire partie de la majorité qui propose enfin un bon budget (Applaudissements dans la salle.) après ces quelques années de rigueur qui portent aujourd'hui leurs fruits.

C'est bien un « budget de combat », car il y a eu un marasme auparavant, ne l'oublions pas ! C'est bien un « budget de combat », donc de raison et d'espoir, destiné à stimuler notre croissance économique via l'investissement que nous soumet le gouvernement, qui n'a pas oublié, et je le répète, d'y inclure des mesures sociales, contrairement à ce que j'ai entendu, avec une augmentation des dotations sur tous les dispositifs de solidarité.

Un excellent budget donc sur lequel l'opposition n'a d'ailleurs rien trouvé d'intéressant, de palpable, en commission législative lors de son examen, si ce n'est pour chipoter sur quelques détails qui n'avaient rien à voir avec les fondamentaux de notre budget. Car la croissance est bien là. Et n'en déplaise à certains... C'est le rôle de l'opposition certes, Monsieur le président. C'est ainsi, on est en démocratie, on n'est pas dans les pays de dictateurs. Et c'est pour cela, il faut rappeler... (M. Michel Buillard, hors micro : « Avant. ») Ah avant ! Ah oui, c'est vrai, j'avais oublié ! Comme j'ai vite tourné cette page et je veux vite tourner cette page... (Réactions dans la salle.) Elle n'est pas conjoncturelle, contrairement à ce que disent les autres car elle n'est pas due à un quelconque chantier gargantuesque mais bien à un regain de confiance qui nous anime aujourd'hui. Autrement dit, les chantiers de Hao ou de Mahana Beach ne seront que du bonus après !

La situation de nos comptes publics est aujourd'hui assainie avec des dépenses de fonctionnement contrôlées et une masse salariale contenue autour des 30 milliards. Enfin, on a attendu ce moment-là !... La tendance est encore à la baisse. Rappelons-le, c'est nécessaire. Notre endettement diminue progressivement et on l'aura réduit de près de 10 milliards sur la durée de la mandature — Ne serait-ce pas extraordinaire pour nos enfants, pour le futur ?! —, sachant par ailleurs que nous sommes maintenant définitivement sortis des emprunts toxiques. Les recettes fiscales et non fiscales sont, quant à elles, en hausse constante depuis trois ans ; et nous avons pour la première fois une capacité d'autofinancement importante.

Sans oublier nos comptes spéciaux excédentaires — je pense ici au FIGD et au FRPH notamment — qui seront mis à profit pour stimuler l'activité économique. En d'autres termes, ce budget 2017 est le premier budget qui nous permet d'avoir des marges de manœuvres importantes pour développer enfin nos politiques sectorielles, ne l'oublions pas. (Réaction d'une représentante.) Sectorielles ! Madame la représentante... C'est vrai que Pénélope c'est juste à côté, hein !... (Rires dans la salle.)

En effet, selon les chiffres de l'ISPF... Et d'ailleurs, je remercie Monsieur le président de nous avoir fait encore et encore rappeler cela, car c'est la réalité et donc la vérité. Vous n'avez rien inventé, Monsieur le Président. Selon les chiffres de l'ISPF, nous avons pour la première fois une reprise économique avérée avec un redressement du PIB en volume, et cette amélioration de la situation budgétaire et financière du pays n'a pas manqué d'être relevée par l'agence de notation Standard and Poor's qui a remonté la note de la Polynésie française, nous permettant enfin de sortir de la catégorie spéculative pour entrer dans la catégorie d'investissement classique. Grâce au gouvernement TAPURA HUIRAATIRA ! (Applaudissements dans la salle.)

Petit bémol toutefois ! À juste titre, je dirai. Au niveau de l'emploi, malgré une inflexion de la courbe du chômage, les créations d'emplois sont encore insuffisantes pour faire baisser de manière significative le taux de chômage... (Réaction dans la salle.) Nous disons la vérité, Madame la représentante ! ...qui avoisine les 22 à 23 %. Notons toutefois que, pour la première fois, et ce, depuis 2006, on observe une augmentation de la masse salariale au niveau des chiffres de la CPS. Là aussi c'est une vérité, Monsieur le Président. Et les différents dispositifs comme les CAE, les ACT, ACT PRO et autres mesures d'insertion professionnelle sont confortés au même titre que tous les amortisseurs sociaux.

Ce budget met ainsi l'accent sur les actions en faveur de l'investissement et le soutien des mesures pour l'emploi en dynamisant toutes les filières économiques, ce qui permettra par ailleurs de redonner du pouvoir d'achat aux ménages et de la visibilité aux entreprises grâce à un pacte de stabilité fiscale. C'est du jamais vu !...

Parmi les lois fiscales que nous allons approuver tout à l'heure, vous constaterez que l'on redonne du souffle aux entreprises en modifiant les curseurs du dispositif d'incitation d'investissement. Dans la même veine, nous approuverons le principe d'adopter un taux fixe de l'impôt sur les sociétés qui sera même dégressif sur les cinq prochaines années. Ça, c'est du courage. Sur la CST dont nous avons modifié les tranches et les taux en 2013, rappelons-le, nous sommes passés de huit milliards et demi de recettes en 2012 à 14 milliards prévus sur l'exercice 2017. Les recettes des droits d'importation et des impôts fonciers sont également en hausse. Tous les éléments contribuent à faire augmenter nos recettes fiscales de plus de 16 milliards de francs, sachant que le compteur affichait un peu plus de 80 milliards en 2012 contre 96 milliards prévus en 2017. Ce sont ces capacités additionnelles qui nous permettent d'affirmer que c'est un budget de combat, donc de raison et d'espoir économique au service de nos politiques sectorielles avec un soutien au secteur privé.

Ce sera désormais possible après le regain en matière d'investissement qui est venu du public mais aussi du privé. Après avoir chuté à 22 milliards en 2012, les investissements publics sont remontés à 30 milliards en 2015 et 32 milliards en 2016. Bravo !... Quant aux investissements privés, comme le démontrent les chiffres de l'ISPF — comme l'a rappelé encore et encore le Président il n'y a pas longtemps —, ils sont venus soutenir l'investissement global en passant de 72 milliards en 2012 à 84 milliards en 2015, pour atteindre en 2016 près de 87 milliards de francs CFP. Une première !... Une première, mes chers collègues. Certes, le chemin est encore long pour retrouver le niveau de 2008 où encore les investissements privés s'élevaient à hauteur de 100 milliards, mais nous sommes sur la bonne voie. Chaque jour a sa peine. Chaque jour nous devons y arriver ; et nous y arriverons, chers collègues.

En outre, et pour ceux qui en douteraient encore, s'il y a bien un chapitre qui s'inscrit clairement dans un budget de combat, donc de raison et d'espoir, c'est celui consacré au tourisme, premier levier en termes de croissance. N'est-ce pas ?... On n'a pas été aveuglé par les chiffres de l'ISPF. Sans entrer dans les détails, puisque ma collègue Nicole Bouteau abordera ce sujet tout à l'heure, je tiens quand même à souligner — C'est important ! — que pour cet exercice de 2017, le gouvernement a mis les bouchées doubles en nous proposant une augmentation de 50 % du budget d'intervention du tourisme, en passant de 1,7 milliard à 3,4 milliards. C'est important !

Par ailleurs, comme vous avez pu le constater à la lecture du document budgétaire, il est prévu de percevoir des dividendes à hauteur de trois milliards sur les sociétés dans lesquelles le Pays détient des participations et sur nos établissements publics afin qu'ils participent aussi au budget général du Pays. Non seulement le Pays est tout à fait habilité à le faire, mais c'est loin d'être inconcevable au regard des résultats excédentaires dégagés que ce soit au niveau de l'OPT, qui dispose de réserves cumulées importantes, de la Socredo, dont les résultats sont en constante progression depuis trois ans, ou encore de notre compagnie aérienne Air Tahiti Nui qui, depuis deux ans maintenant, fait enfin des bénéfices. Il n'en demeure pas moins que ces prélèvements ne remettent pas en cause notamment les capacités d'investissement de ces sociétés et ÉPIC qui devront poursuivre leur stratégie de développement.

Sur les dépenses sociales enfin, notons que le FELP destiné à soutenir les actions pour l'emploi et à financer le régime de solidarité, dispose d'une enveloppe de plus de 31 milliards au BP 2017. Dans les lois fiscales que nous allons adopter dans la foulée, mes chers collègues, de ce budget, l'augmentation de la taxation sur le tabac ou encore la loi à venir sur la hausse de la fiscalité sur les produits sucrés nous permettront de mieux agir sur la prévention.

Mais je ne m'étendrai pas sur ce sujet dont nous discuterons plus longuement tout à l'heure et sur lequel nous reviendrons certainement quand on examinera les comptes spéciaux. Il n'en demeure pas moins que cette fiscalité comportementale doit être un levier pour enrayer nos dépenses de santé. Pour ne donner qu'un chiffre, et il est effrayant mais très parlant, sachez qu'en 2014, 36 799 personnes étaient inscrites en longue maladie, soit 13,6 % de la population, et que ces personnes consommaient plus de la moitié des 51,300 milliards de francs du budget de santé ! Il y a encore beaucoup à dire, mais nous en parlerons plus en détail en examinant le budget chapitre par chapitre.

Pour ce qui concerne l'entêtement qui anime le gouvernement en mettant en face (sic) cette combativité budgétaire, je dirai simplement que l'intérêt général, c'est cela qui nous anime aujourd'hui, mes chers collègues, à travers ce budget. Lorsque j'entends à travers ma collègue du TAHOERA'A en disant « l'économie du partage », ma vision des choses est encore plus courte. L'économie du partage pour le TAHOERA'A, c'est la politique TPG. Vous savez ce que ça veut dire TPG ?... L'économie, la politique, tout pour Gaston et rien que pour Gaston. Voilà ma philosophie en entendant l'état d'esprit du combat... Hein !

Et donc, chers collègues, heureusement que l'espoir fait vivre notre pays ! N'est-ce pas, mes chers collègues ?!... Donc, votons ensemble pour l'intérêt général, car la population attend encore de nous de façon à ce qu'on vote au plus tôt pour que nous gravions (sic) les semaines, les mois, pour finir l'année en bonne santé.

Merci. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci... Merci. Juste pour faire un point sur le temps de parole restant et le nombre d'interventions : 9 interventions sont prévues pour le groupe RMA, une venant de se terminer. 65 minutes de temps de parole, ce qui revient à peu près à 7 minutes par interventions en moyenne. 16 minutes viennent d'être consommées.

J'appelle la deuxième intervention, Madame Dylma Aro.

Mme Dylma Aro : Bien le bonjour à tous.

En ce qui me concerne, je souhaiterais m'attarder sur les aides octroyées par le Pays et qui transitent pour avis par notre commission de contrôle budgétaire et financier, la seule de notre auguste institution du peuple qui se réunit une fois par semaine et qui est dotée de 40 séances en moyenne dans l'année.

Autre indicateur remarquable, dans 85 % de nos dossiers, nos avis sont rendus en moins d'une semaine car il nous arrive souvent de travailler le week-end pour faire face aux urgences d'examen dans la semaine qui suit. Nos avis et observations sont guidés par une volonté de rendre plus pertinente, plus efficace et plus efficiente la dépense publique. Cette évaluation exigeante, c'est ce que nos concitoyens attendent de nous. Nos évaluations documentaires sont aussi enrichies d'éléments de contexte par nos auditions et/ou nos sondages de visu sur le terrain. Dernièrement, nous nous sommes intéressés à l'agriculture et à l'horticulture.

À fin novembre 2016, nous avons examiné près de 400 projets de décision, portant sur une masse financière globale de près de 12 milliards de francs pacifiques. La part la plus importante des aides financières concerne principalement les dotations versées aux établissements et organismes publics pour près de 5 milliards de francs pacifiques à ce stade, dont 2,4 milliards de francs pour le logement social.

Dans ce domaine, l'accélération de la production et de la livraison des logements sociaux en habitat groupé et dispersé se confirme, ainsi que les travaux habituels de sécurisation et de résorption de l'habitat insalubre. Savez-vous qu'il y a eu une augmentation de logements sociaux de 360 % en une année tout habitat confondu en 2015 par exemple ? S'agissant des aides en matériaux pour lutter contre l'habitat insalubre, c'est une progression de 565 %. (Applaudissements dans la salle.) Nous constatons une impressionnante progression des aides classiques dans le secteur du logement depuis maintenant deux ans grâce à la volonté de notre majorité de faire du logement social, un enjeu crucial pour le bien-être de notre population et surtout de la plus fragile d'entre nous. Le secteur de l'habitat social financé à des taux défiant toute concurrence. Du jamais vu depuis des décennies ! Nous tenons à féliciter notre Président, cher Édouard, et notre ministre du Logement pour leur remarquable efficacité dans le volet «

social », qu'ils portent dans leur cœur respectif au sein de notre projet de société.

Vient ensuite le secteur touristique, avec plus d'un milliard de francs CFP toujours à fin novembre 2016 en faveur des missions de promotion, de communication, d'accueil et d'information des touristes internationaux et domestiques.

On peut aussi constater qu'environ 4 milliards ont été injectés en faveur des SEM et d'autres sociétés dans des domaines divers comme l'insertion des handicapés, l'audiovisuel, les prêts à la relance des entreprises en difficultés, la pêche au titre du dispositif d'aide et de soutien et l'agriculture au titre du dispositif d'aide à la relance.

Il y a près de 2 à 2,5 milliards de façon constante depuis 2014 au titre de la défiscalisation.

Quant au soutien financier du pays aux communes, celui-ci a plus que triplé en 2015 pour atteindre près de 1,8 milliards. À fin novembre 2016, nous en sommes à près de 1,4 milliards.

Pour finir, les subventions aux associations et les opérations immobilières atteignent un montant de près de 1,2 milliard de francs CFP à ce jour. Le secteur de la jeunesse et des sports mobilise à lui seul près de 36 % des financements publics aux associations, soit près de 430 millions.

Et les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat, de la culture, de l'enseignement, du social, de la santé et de l'énergie recueillent 55 % des aides du territoire avec une prédominance pour l'agriculture et le secteur social, ce dernier étant toujours très cher à notre Président, il est important de le rappeler.

Dans le cadre du projet de budget 2017 et pour des projets de décision CCBF, des dotations financières nouvelles sont inscrites, environ 6 milliards pour le logement. Une ampleur de taille en valeurs absolues pour 2017. D'autres volumes d'activités complémentaires de logements à loyers modérés seront encore nettement amplifiés en 2017 par des organismes privés de logement social (OLS). Il s'agit d'un partenariat public/privé innovant dans le secteur de l'habitat aidé compte tenu des besoins très importants. C'est une grande première, il faut le souligner. Encore félicitations à notre gouvernement ! Et toujours en 2017, il y aura près de 4 milliards de défiscalisation locale, soit une augmentation de 20 % environ de l'enveloppe dédiée à ces opérations avec de nouveaux secteurs éligibles.

Pour les communes, les dotations en faveur de leurs subventions d'investissements se situent à un niveau encore exceptionnel comparé aux années précédentes, soit 1,6 milliard. L'octroi de ces financements à toutes les communes sans exception et sans considération politique est la preuve d'une gouvernance juste et harmonieuse vis-à-vis de partenaires essentiels dans la vie politique, économique, sociale et culturelle. Cela s'est réalisé sous l'ère de notre président démocrate — bien sûr Fritch, pas Obama ! — qui est ancré dans un partenariat fiable et sain avec les communes.

En 2017, le secteur touristique bénéficie d'un soutien encore plus historique qu'en 2016 avec une dotation budgétaire de plus de 2 milliards. Ce secteur n'a plus d'excuses pour faire encore et toujours mieux, devise qui correspond parfaitement à notre exécutif.

Les différentes filières économiques bénéficient aussi d'un fort soutien renouvelé et accru à concurrence de 2,1 milliards en 2017 en faveur des entreprises privées, qui rappelons-le, sont créatrices d'emploi et de richesse dans notre pays. Les soutenir, c'est soutenir l'emploi de notre jeunesse et de nos seniors expérimentés ; ne pas les accompagner est une faute économique mais politique aussi et notamment dans le domaine social, car c'est la croissance économique qui permet le financement social pour notre population dans la précarité.

En conclusion, j'estime que nous avons effectué un bon travail collectif au service de l'intérêt général ! Et notre devise de faire toujours mieux car tout est perfectible est une réalité tangible d'année en année.

Je vous remercie de votre attention. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. 25 minutes se sont écoulées.

Madame Nicole Bouteau.

Mme Nicole Bouteau : Merci, Monsieur le président. Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président du Pays, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs, bonjour.

Après les longues lamentations, les interventions pleines de sinistres de nos collègues de l'opposition, poursuivons sur des notes optimistes et positives, et il y a de quoi se réjouir malgré les esprits chagrins.

En qualité de présidente de la commission du tourisme en charge également des domaines de la culture, de l'environnement, j'interviendrai, pour ma part, plus particulièrement sur ces trois politiques publiques. Pour ne pas être trop longue, dans le cadre de cette discussion générale, j'interviendrai plus particulièrement sur le volet « Tourisme » et, à l'occasion, des examens des chapitres sur les volets « Culture » et « Environnement ».

Nous en sommes convaincus, la reconversion économique de notre pays passe par le développement du secteur touristique qui montre des signes incontestables de reprise, n'en déplaise toujours aux mauvais coucheurs et aux esprits chagrins. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les statistiques de fréquentation. De janvier à septembre 2016, près de 185 000 visiteurs ont visité nos îles, soit une progression de 7 % de la fréquentation touristique sur la même période de 2015. Sont inclus dans ces chiffres les excursionnistes. Et je trouve important de les inclure dans nos statistiques systématiquement, je pense donc aux touristes de croisières et de plaisance.

Les premiers bénéficiaires de cet engouement sont notamment les hôteliers, pour lesquels le coefficient moyen de remplissage culmine à plus de 68 % contre 56,5 % en 2012. Les derniers chiffres disponibles, ceux de septembre, frôlent même les 80 %. Et je ne parle même pas du cas très particulier de Bora Bora. En août dernier, nous avions des établissements qui affichaient un taux de remplissage de plus de 90 voire 97 %. Cette reprise, nous la devons au travail et à la confiance que les professionnels du secteur, tant en Polynésie que sur nos marchés émetteurs, ont en notre destination.

Mais, cette reprise nous la devons aussi et surtout à l'action déployée par le Pays et plus particulièrement par le ministère du Tourisme qui a non seulement élaboré une stratégie de développement du tourisme sur la période 2015-2020 s'appuyant sur les nombreux travaux d'ores et déjà réalisés par le passé mais également sur la nécessaire concertation avec ceux qui font vivre notre tourisme au quotidien. Cette stratégie a, par ailleurs, été accompagnée d'un plan d'actions qui manquait jusqu'à présent aux différents programmes de développement pensés par le passé.

Ainsi, sur les 137 actions préconisées, plus de la moitié auront déjà été mises en œuvre d'ici la fin de l'année prochaine. Parmi ces actions, il y a le lancement par le Tahiti Tourisme du nouvel axe de communication de la destination qui repositionne « Tahiti et ses Îles » face à des destinations concurrentes. Les plages, l'eau turquoise de nos lagons, les bungalows sur l'eau restent des atouts mais c'est avant tout notre patrimoine naturel, humain et culturel qui est désormais mis en avant. Cette campagne qui est déployée depuis plusieurs mois sur l'ensemble de nos marchés émetteurs est très bien accueillie et commence d'ores et déjà à porter ses fruits.

Parallèlement, le mois dernier, Monsieur le ministre, vous avez lancé sur le plan local une campagne de sensibilisation de la population au tourisme qui fait écho à la campagne internationale : « Nous sommes la richesse de la Polynésie », « Nous sommes la richesse du tourisme (...) le tourisme est notre richesse ». À eux seuls, ces slogans montrent bien ce vers quoi nous devons tendre, à savoir : créer une synergie et trouver un accord gagnant-gagnant entre, d'une part, les visiteurs qui viennent à notre rencontre découvrir nos îles mais aussi notre population et, d'autre part, c'est-à-dire les Polynésiens qui doivent pouvoir bénéficier en premier des retombées du développement touristique. Cette campagne a pour objectif également de susciter un sentiment de fierté auprès de chacun d'entre nous, cette fierté d'appartenir à ce pays, à ce peuple, à cette culture...



Je souhaite profiter de l'occasion qui m'est donnée pour vous féliciter, Monsieur le ministre, mais également l'ensemble du gouvernement, car je reste convaincue que le tourisme sans associer, sans impliquer les hommes et les femmes de ce pays est voué à l'échec. C'est aussi la première fois qu'un lien est fait avec l'international. Je tiens à le souligner car il me semble effectivement nécessaire d'asseoir une stratégie de communication globale et cohérente tant en interne qu'en externe. Le budget « Tourisme » que nous examinons aujourd'hui s'attache à soutenir la poursuite de ces campagnes dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de développement stratégique du tourisme polynésien. 2017 — et mon collègue, René Temeharo l'a dit — verra le doublement des moyens consacrés au secteur du tourisme par rapport à 2014. Il était de 2,9 milliards en 2016. La mission Tourisme sera dotée de 3,4 milliards. De mémoire, c'est du jamais vu de consacrer autant de moyens au développement de notre tourisme.

Au titre de la structuration du produit, après Moorea en septembre dernier, vous allez mettre en place huit pôles locaux de développement touristique. Le besoin de « restructurer » la gouvernance « s'est imposé comme une nécessité. » Ainsi, le Pays a pour ambition de remettre à plat les instances de gouvernance du tourisme, de considérer les rapports et liens entre les décideurs/acteurs publics, privés entre eux, les liens des organismes publics également avec les acteurs du privé, tout en tenant compte de la dispersion géographique de notre territoire. La volonté affirmée par le ministère du tourisme est de prendre en compte concrètement la dimension locale et d'inviter les acteurs des îles à la réflexion sur tous ces enjeux, aussi bien pour leur île, leur archipel, que plus largement pour l'ensemble de la destination. En fédérant les acteurs du public, du privé, en créant ces synergies, nous atteindrons les objectifs fixés.

L'une des autres clés de notre réussite de notre développement touristique passe, nous le savons, par l'augmentation de notre capacité hôtelière. C'est pourquoi, dans l'attente d'un redimensionnement en cours du futur complexe de Punaauia, d'autres investissements se profilent ou sont déjà bien engagés comme celui du golf de Temae à Moorea. Au total, ce sont 700 à 800 unités supplémentaires qui pourraient voir le jour à l'horizon de 2018 avec la réouverture de structures hôtelières qui avaient dû fermer leurs portes ces dernières années.

Pour autant, il ne faut pas négliger le pouvoir d'attractivité de nos pensions de famille, dont l'authenticité et la convivialité sont unanimement reconnues. Raison de plus pour les accompagner dans une refonte de la réglementation actuelle afin d'élever le standard mais aussi de réglementer certaines activités dont le Air BNB qui, en l'absence de réglementation spécifique, porte sérieusement concurrence à ce secteur d'activité, même si, il faut reconnaître, ce produit vient compléter la gamme d'hébergement dont nous disposons tant en diversification qu'en termes de nombre de chambres mises à disposition de nos visiteurs.

Le budget 2017 va voir le doublement de l'aide accordée à la petite hôtellerie via la fédération présidée par Madame Mélinda Bodin qui, comme le rappelait notre ministre, lors de nos travaux en commission intérieure, s'appuie de plus en plus sur de l'expertise extérieure pour améliorer la qualité des prestations offertes et pour gagner en visibilité sur nos marchés extérieurs. En outre, vous aurez noté qu'une enveloppe de 40 millions va être dévolue à la formation continue dans le domaine de la gestion de ces petites structures. Il est même prévu de créer une équipe itinérante pour aller à leur rencontre.

Je souhaite aussi — et cette fois-ci, Monsieur le président, je m'adresse à vous — remercier notre assemblée qui, depuis deux ans, participe activement aux efforts en partenariat avec le Pays et ses services et de nombreux partenaires publics et privés. Nous avons organisé cette année, ensemble, la deuxième édition du Forum des Formations et Métiers du Tourisme dont l'objectif est de sensibiliser le public, et plus particulièrement la jeunesse, à l'importance du tourisme pour notre pays. Oui, je pense qu'on peut applaudir, Monsieur le président. Comme quoi !... (Applaudissements dans la salle) ...sur... quand les politiques publiques peuvent nous rassembler et nous faire avancer ensemble. Voilà, je souhaitais le dire à l'occasion de nos débats.

La structuration de notre produit touristique passe aussi par la poursuite du programme d'aménagement des sites touristiques qui profite à nos visiteurs, mais pas seulement, également à la population. On peut dire que le programme est ambitieux mais nécessaire, tellement le retour était grand. Nous sommes clairement passés à une vitesse de croisière et nous pouvons vous en féliciter. Et nous avons pu le constater avec les membres de la commission du tourisme de l'assemblée qui ont eu l'occasion depuis l'année dernière d'aller à la rencontre des communes, des acteurs du tourisme et de faire le tour des sites de Tahiti, de Moorea et récemment des îles-sous-le-vent.

À titre d'exemple, je citerai le réaménagement du site de la Pointe Vénus, arrêt incontournable des tours de l'île, dont le lancement des travaux est imminent pour un coût de 160 millions. Ou encore le projet d'acquisition d'une parcelle à Puunui située en bord de mer suite à la demande exprimée par les exploitants du navire Paul Gauguin d'organiser des escales régulières à la Presqu'île. D'autres opérations méritent également d'être soulignées — notre rapporteur les a cités également — comme le Fare Natura à Moorea pour 700 millions, les aménagements de la plage de Tahiamanu également à Moorea qui sont quasiment achevés. Citons encore dans les îles les jardins de Faaroa à Raiatea pour 110 millions, Fakarava pour l'accueil des navires de croisières ou, enfin, à Fā'a'a, Vaitupa et Hotuarea, sur lesquels, Monsieur le ministre, vous vous êtes longuement expliqué en commission législative.

Voilà, chers collègues, les grandes lignes budgétaires du secteur du tourisme pour 2017, budget qui va poursuivre la reprise et la dynamique engagée depuis deux ans par notre gouvernement.

Je vous remercie de votre attention. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. Sans plus traîner, Madame Isabelle Sachet.

Mme Isabelle Sachet : Merci. Bonjour, Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président de la Polynésie française, Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues, à tous, bonjour.

Pour être à la hauteur du défi de l'éducation dans notre pays, le mot d'ordre qui orchestre les actions nouvelles est : la performance de notre système éducatif. Et lorsqu'il s'agit de l'avenir de notre jeunesse, et donc de celle de notre pays, nous ne lésinons pas sur les moyens. Aussi, peut-on relever la planification des programmes d'investissement en matière de constructions scolaires à hauteur de 2,600 milliards francs. Plusieurs chantiers de restructuration, de rénovation et de réhabilitation destinés à optimiser les conditions de travail de nos élèves ont été et vont être entrepris dans des collèges, des CÉTAD, les GOD et LEP de notre pays. Grâce à un plan exceptionnel d'investissements mis en place par le Pays, quatre nouveaux projets verront le jour en 2017 pour un total de crédits de paiement de 723 millions de francs afin d'assurer les travaux de construction des internats des collèges de Faa'a, Atuona, Mahina, ainsi que la construction des plateaux sportifs couverts aux collèges de Faaroa, Atuona et Hao.

Par ailleurs, lors de sa visite officielle en Polynésie française, le mois dernier, notre ministre de l'Éducation nationale a pu avoir un aperçu de l'étendue de notre territoire, et donc mesurer la nécessité du développement numérique dans nos archipels. C'est ainsi qu'en 2017 sera poursuivie la mise en place d'un service mixte numérique avec la création d'une équipe mobile d'agents en maintenance informatique pour assister tous nos établissements scolaires dans le développement technique du numérique.

Le manque de moyens et l'isolement insulaire ne doivent pas creuser les inégalités face à l'éducation, nos enfants ont tous droit aux mêmes chances d'apprendre avec les meilleurs moyens et dans les meilleures conditions qui soient, qu'ils vivent à Tahiti, à Katiu ou à Rapa. En ce sens, des réseaux d'éducation prioritaire, dits REP+, avec l'accompagnement de l'État, permettent davantage d'attention octroyée pour qu'« aucun élève ne soit abandonné » ! Ces REP+ montrent de très bons résultats, ce qui prouve que les moyens humains supplémentaires mobilisés sont adéquats et portent leurs fruits.

Pour 2017, 10 millions de francs seront de nouveau alloués au fonctionnement de ces réseaux. La réussite des élèves passe par l'accompagnement également intensifié des enseignants, et donc par leur incontournable formation. Pour 2017, 81 millions de francs y seront consacrés pour le seul programme de l'enseignement primaire et seront attribués à l'aide et accompagnement personnalisé, à la mise en place de projets d'action éducatif et innovant, et à la formation initiale et continue des professeurs pour endiguer les difficultés et favoriser les chances de réussite de nos élèves.

De plus, la Polynésie française compte de nombreux internats, spécificités locales qui ont pour conséquence des enfances qui se vivent au sein des établissements scolaires, des internats éducatifs vont être mis en place à Tahiti. Ce sont des internats qui ouvriront les weekends pour accueillir les élèves qui rencontrent des difficultés dans leurs familles d'accueil. Ils auront, pour fonction, d'offrir un complément à leur éducation par la mise en place de programmes de loisirs éducatifs qui s'évaluent à 60 millions de francs. De même, 1 milliard de francs sera engagé pour une politique offensive en matière de logements étudiants.

Pour donner suite aux préconisations de la Chambre territoriale des comptes, la politique éducative s'articule autour de la lutte contre le décrochage scolaire et l'illettrisme ; deux grands points noirs de notre système éducatif auxquels seront consacrés 8 millions de francs, contre 5 millions en 2016 !

Ainsi, par exemple, cette lutte a-t-elle menée à la concrétisation d'un projet direct et innovant : l'école de la seconde chance. Cette année, 75 jeunes élèves âgés de 16 à 25 ans y sont inscrits et travaillent entourés de toute une équipe spécialement recrutée. Lors de la visite de la DGEE, les membres de la Commission de l'éducation et moi-même sommes allés à la rencontre de l'inspecteur en charge de cette école. Il y est fait un travail sur la confiance, l'estime de soi et la communication tout en se basant sur le patrimoine culturel des élèves pour les reconnecter à leur identité, les ancrer, tout en leur garantissant d'acquérir des connaissances solides et ainsi les réconcilier avec l'école. Les résultats sont plus que probants au bout des trois premiers mois seulement. On assiste véritablement à des secondes naissances.

Dans notre mission, nous avons aussi besoin des familles. La Charte actualisée y consacre tout un axe en encourageant les actions destinées à faire de l'école une école « ouverte », qui mobilise des intervenants extérieurs mais aussi les parents, pour rendre l'école plus accessible à tous au quotidien. Aussi, Madame la ministre, dans sa programmation budgétaire, intègre-t-elle inclusivement des préconisations du Comité de Pilotage et de la famille. Et je tiens ici à remercier et à saluer son travail ainsi que celui de tous les services qui y ont œuvré.

Nous pouvons désormais observer que les préconisations trouvent un écho dans des actions telles que le développement de la filière « sport-études ». D'ailleurs, il est prévu aussi dans le budget du Pays des subventions à l'IJSPF pour financer la construction et l'aménagement d'espaces sportifs sur l'île, le soutien aux associations de jeunesse ainsi que l'acquisition de matériel de transport. Encourager les meilleurs dans les disciplines sportives, c'est aussi parfois permettre à ceux qui semblent en échec scolaire de trouver dans cette voie un moyen de valoriser leurs capacités autrement. Dans la même trajectoire, la création d'un « Pass Taurea » culture/loisir est prévue afin de faire accéder un plus grand nombre à la culture.

Des solutions existent pour améliorer l'éducation de nos enfants, tant au niveau matériel que culturel, social ou sportif. L'éducation ne se cantonne pas au classique triptyque « tableau noir, pupitre et banc d'école » ! Nous souhaitons une école qui redonne à l'éducation ses lettres de noblesse tout en l'inscrivant dans la modernité de notre époque, en intégrant les parents dans l'éducation des élèves, en ouvrant les portes à la famille pour travailler main dans la main avec elle au bien-être de nos enfants qui sont l'avenir de notre pays !

L'année 2016 a été rythmée par les textes qui posent les grandes lignes de notre politique éducative... l'année 2017 doit être celle qui les verra naître.

Je le disais en début d'intervention, en 2017, un budget de plus de 8,6 milliards de francs est destiné à la mission enseignement. Les moyens sont définitivement employés au profit du meilleur accompagnement de nos élèves polynésiens. Et n'oublions pas de garder à l'esprit que l'État, partenaire privilégié de notre développement, y apporte sa considérable participation financière.

Je vous remercie. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci, Madame la représentante.

Madame Teape, vous avez la parole.

Mme Teapehu Teape : Merci, Monsieur le président de l'assemblée. Monsieur le Président du pays, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants de la Polynésie française, chers collègues, bonjour et nous n'allons pas nous énerver, hein !

Je m'intéresserai, pour ma part, au secteur de l'urbanisme, de l'habitat et du foncier de ce budget pour l'année 2017. Comme on a pu le dire tout à l'heure, après trois années de diète budgétaire, l'augmentation substantielle de nos recettes nous permet aujourd'hui d'avoir plus de latitude pour développer nos politiques sectorielles.

Dans le domaine du logement où nous triplons les crédits, c'est bel et bien un budget de combat qui nous est proposé. Et comme on a coutume de le dire, « quand le bâtiment va, tout va ». Il est d'ailleurs bien évident que la relance de l'économie passera par la commande publique et la politique de l'habitat en sera le principal levier.

En ce sens, on constate que la méthodologie initiée par notre ministre Tearii Alpha, consistant à sortir du principe d'annualité budgétaire afin d'avoir une vision à plus long terme pour mieux anticiper les demandes de crédits en matière de construction, porte aujourd'hui ses fruits. Cette méthodologie pluriannuelle s'inscrit en parallèle de la création d'une délégation de l'habitat et de la ville. Cette nouvelle structure administrative qui vient de voir le jour va permettre de piloter et de suivre de plus près la politique publique en matière de logement en mettant en relation tous les

opérateurs du secteur y compris les privés, sans oublier bien sûr les communes qui sont en première ligne, mais aussi en créant des outils financiers et réglementaires pour inciter la production libre et intermédiaire grâce notamment aux OLS. C'est également cette délégation qui chapeauterait, sur du plus long terme, la mise en place des grandes opérations de rénovation urbaine dans l'agglomération et les aménagements « éco-quartiers » qui privilégieront le cadre de vie.

Et pour mener à bien ses missions, le ministère poursuit ses efforts en matière d'acquisitions d'emprises foncières, un préalable à tout développement de projets économiques. C'est ainsi que nous avons voté ici même le 29 octobre dernier, un texte instituant une aide individuelle visant à favoriser la sortie de l'indivision immobilière, ce qui va libérer du foncier pour le privé.

C'est un premier pas, et d'autres outils seront créés pour accompagner la mise en place du tribunal foncier, comme par exemple la médiation foncière ou encore la fiducie qui consiste à gérer un bien collectivement permettant ainsi de maintenir le bien en question de génération en génération. Un colloque sur ce sujet précis est d'ailleurs prévu en milieu d'année prochaine.

Pour 2017, 136 logements seront livrés en habitat groupé, et une dizaine d'études sont d'ores et déjà lancées ; ce qui prouve bien que nous avons la maîtrise du foncier et que les travaux pourront démarrer d'ici un ou deux ans à l'issue des études. Une dynamique qui se maintient donc puisque je vous rappelle que l'habitat groupé est passé de 30 logements en moyenne livrés entre 2012 et 2014 à 104 logements en 2015 et 103 en 2016.

En habitat dispersé, les efforts se poursuivent également avec près de 250 logements livrés en 2016, 121 en 2015 contre seulement 37 en 2014. En termes d'impact sur les petites entreprises de construction, il faut rappeler ici la mise en chantier de 333 farés sur toute la Polynésie française. Pour 2017, l'objectif est d'atteindre la livraison de 400 farés et le dispositif d'aide aux familles pour la sortie de l'indivision va justement contribuer à faire sortir de terre davantage de logements individuels comme la viabilisation des parcelles domaniales.

Nos amis des îles ne sont pas oubliés dans ce budget 2017 puisque, de nouveau, 400 millions sont inscrits en autorisations de programmes pour la viabilisation des parcelles domaniales sur lesquelles un programme de construction de lotissements de logements OPH est prévu. En effet, notre ministre Tearii Alpha a écrit aux maires pour leur demander d'identifier les parcelles appartenant au Pays ou aux communes car, dans nos îles, le foncier est un frein important et beaucoup de dossiers n'aboutissent pas pour cette simple raison. Les maires ont bien évidemment répondu ; ce qui permet cette programmation de 2016 à 2018 pour l'implantation de ces lotissements en proposant des parcelles en location-vente.

Si l'OPH est le bras armé du ministère pour la construction de logements sociaux, il ne peut répondre seul aux besoins qui se chiffrent à 35 000 d'ici 2035. Le secteur privé doit donc aussi jouer son rôle, notamment par le biais des organismes privés de logement social, les OLS, qui proposent des loyers attractifs car plafonnés selon que le parc de logements soit social ou social-intermédiaire.

Aujourd'hui, six OLS ont été agréés et ils planchent sur un programme d'investissement pluriannuel sur les quatre prochaines années, sachant qu'ils ont déjà dans leurs cartons des projets entre 6 et 10 milliards de F CFP sur le grand Papeetē, mais aussi à Papara, Papeari, sur la Presqu'île et Moorea. Ces OLS pourront faire appel au dispositif local d'aide à hauteur de 20 % du coût du projet maximum, et consistant notamment dans le remboursement de la TVA sur la construction et l'exonération des droits d'enregistrement foncier. Ils pourront également compter sur la défiscalisation métropolitaine via la Lodéom qui, grâce à nos parlementaires, a été prolongée jusqu'en 2025.

En outre, parmi les mesures fiscales en faveur de la relance de l'économie, le gouvernement propose notamment d'aider les ménages dans la construction de leur résidence principale en agissant sur deux leviers : d'abord, en réduisant de moitié les droits d'enregistrement pour les acquisitions de terrains à bâtir et, ensuite, en étendant à 10 ans (au lieu de 5 ans) l'exonération d'impôt foncier pour les constructions neuves.

La réhabilitation du parc ancien de l'OPH est également un axe prioritaire de ce budget 2017. Une nécessité quand on sait que sur les 85 lotissements que possède l'OPH, les deux tiers ont plus de 30 ans et sont très largement dégradés puisqu'ils n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque réhabilitation d'ensemble. Ce programme, qui a débuté l'année dernière et qui va monter en puissance cette année, sera par ailleurs un moteur pour booster l'emploi dans le second œuvre en mobilisant les métiers comme la plomberie, l'électricité ou la peinture.

Dans cette même veine de lutte contre l'habitat insalubre, il est programmé l'attribution de 1 500 aides à l'amélioration de l'habitat individuel (les AAHI) permettant aux familles de réaliser des petits travaux de sécurité ou d'étanchéité pour un meilleur cadre de vie et une durabilité de leur logement.

Ce budget 2017 prévoit également le doublement de l'AFL (l'aide familiale au logement), comme l'avait demandé le ministre du Logement, afin d'étendre cette aide à certaines catégories ou situations mal appréhendées aujourd'hui, comme les retraités vivant seuls par exemple, les jeunes majeurs qui sont toujours à la charge de leurs parents, ou encore ce que l'on appelle les « accidents de la vie ». Cela permettra aux ménages locataires ayant peu de ressources de les aider au paiement du loyer avec, pour les plus démunis d'entre eux, un reste à charge de 5 000 F CFP de loyer par mois.

Cette démarche vient également contribuer à l'amélioration des indicateurs de recouvrement des loyers de l'OPH et ainsi permettre un meilleur positionnement de l'établissement dans la recherche d'emprunt, notamment auprès de la Caisse de dépôt et consignation (la CDC).

Enfin, concernant les mesures sociales encore, le gouvernement a quadruplé en deux ans les crédits dévolus à l'AISPF (l'Agence immobilière sociale de Polynésie française) afin d'apporter une réponse réelle et rapide aux personnes qui ne disposent pas de foncier ou qui ne peuvent pas se tourner vers le parc OPH qui est saturé. Cela permet de loger 180 familles aujourd'hui, et ce chiffre devrait doubler l'année prochaine, sachant qu'ils n'ont qu'un tiers du loyer à payer, le Pays prenant en charge les deux tiers restants.

Cerise sur le gâteau, on élargit la cible de l'AISPF en étendant cette aide à nos étudiants qui ne paieront que 15 000 francs de loyer mensuel. Chaque année, ils sont une centaine à être confrontés au manque de logements étudiants et à rester sur le carreau. Nous pourrions ainsi leur apporter une solution en attendant que les logements étudiants d'Outumaoro soient construits et que l'immeuble Van Bastolaer soit réhabilité pour eux.

Pour résumer, je conclurai en disant que ce budget 2017 répond à l'urgence sociale mais il est aussi offensif en ce sens qu'il libère le foncier pour augmenter l'offre de logements en habitat groupé, individuel ou du parc privé aidé tout en doublant l'AFL et en quadruplant les crédits dévolus à l'AISPF (l'Agence immobilière sociale de Polynésie française), sans oublier la mise en place de la DHV qui orchestrera les actions des différents services pour un pilotage plus efficient des actions à mener dans ce secteur.

Ainsi, mes chers collègues, force est de constater que notre politique de l'habitat s'inscrit durablement dans un double objectif : loger dignement nos familles polynésiennes et contribuer à l'activité économique du Pays avec des emplois non délocalisables.

Merci de votre attention. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci, Madame la représentante.

J'appelle Monsieur Tumahai.

M. Ronald Tumahai : Merci, Monsieur le président.

Monsieur le vice-président, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs les collaborateurs, bonjour.

On a parlé du budget de combat ; et pour aller au combat il faut une armée. Donc, il y a des anciens soldats. Et il faudra aussi recruter des

nouveaux soldats pour cette nouvelle armée pour 2017. Alors, nous allons savoir combien va coûter notre armée pour 2017 et comment on va la payer.

Les charges de personnel prévues au budget général de la Polynésie qui est soumis à notre approbation appellent les réflexions suivantes.

Il convient tout d'abord de rappeler que les charges de personnel représentent le poste le plus important du budget du pays. Il compte chaque année pour plus de 45 % des dépenses de la Polynésie. Ainsi, si nous souhaitons maîtriser les dépenses publiques, il est alors impératif d'examiner très soigneusement le poste des charges de personnel. En effet, toute dérive de ce poste budgétaire impacte très significativement le total du budget général. Et réciproquement, toute compression des charges de personnel représente une économie substantielle des deniers publics.

Les charges de personnel qui nous sont proposées au budget primitif pour l'exercice 2017 s'élèvent à 30,970 milliards de francs CFP, contre 31,47 milliards de francs CFP pour le budget primitif 2016. Ce poste voit donc une économie de 77 millions, soit 0,2 % par rapport à 2016.

Cette économie n'a pas été obtenue au prix de licenciements, qui n'auraient fait qu'accabler un peu plus notre population active qui paie déjà un lourd tribut au chômage, mais par le jeu de départs naturels compensés, à un poste près, par l'embauche de jeunes fonctionnaires, 30 départs contre 29 recrutements. Parallèlement au mouvement des arrivées et des départs, des transformations de poste ont été opérés, 72 en tout, correspondant à des promotions ou à des reclassements. La maîtrise des dépenses de personnel, qui ont par le passé eu une lourde responsabilité dans l'inflation immodérée des dépenses publiques, participe ainsi à la politique de la réduction budgétaire menée par le gouvernement. Elle compte pour environ 16 % des 475 millions d'économie du budget primitif 2017 par rapport à celui de 2016.

On pourrait toutefois regretter que les charges de personnel qui représentent 45,2 % du budget primitif qui nous est soumis ne participent qu'à hauteur de 16 % à l'effort de maîtrise des dépenses publiques pour 2017. Nous comprenons cependant que les dépenses de personnel participent directement aux efforts du gouvernement pour le soutien de l'économie du pays, pour le financement de la protection sociale, par les cotisations versées, et par conséquent pour le maintien de la cohésion sociale.

C'est pourquoi, en conclusion, la réduction constatée sur les charges de personnel dans le budget général qui nous est proposé, même si l'on pouvait souhaiter qu'elle fût plus marquée, retiendra toute notre approbation.

Merci. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci.

Pour la dernière intervention, il reste 10 minutes. Madame Tetuanui.

Mme Lana Tetuanui : Merci, Monsieur le président.

Les salutations ont déjà été faites ce matin.

Je demande à mes collègues de l'opposition de ne pas s'énervier. Il ne faut pas s'énervier parce que, logiquement, c'est à vous d'approuver le budget et à moi de m'y opposer. Car, lorsqu'il y a eu les primaires, vous avez eu beaucoup plus d'avantages, alors que vous aviez voté contre le budget l'année dernière, que ceux qui l'ont soutenu. Et d'un.

De deux, je m'adresse à mon collègue Tony et à Teura. Vous savez, au sujet du refrain que nous répétons tous chaque année au moment du vote du budget, dites-moi donc qui peut bien oser ne pas préparer son budget par rapport à des élections. C'est une question que je vous pose. Oui, c'est une question que je vous pose.

Ce que l'on peut dire ce matin, c'est qu'il convient de remercier, oui, remercier ce gouvernement d'avoir fait le nécessaire pour aller dans le sens de ce que nous avons annoncé, à savoir qu'il faut trois ans pour rééquilibrer le budget de ce pays. Et c'est ce qui se passe aujourd'hui. Et donc, si cette année nous avons pu optimiser le budget du pays et donc relancer notre économie il n'y a rien d'autre à faire si ce n'est applaudir le gouvernement. Applaudissez, voyons ! (Applaudissements dans la salle.)

Je ne vais pas vous lire l'intervention que j'ai écrite parce que mes collègues ont déjà dit ce qu'il y a à dire. Du coup, je vais résumer mon intervention concernant notamment les communes et les populations qu'elles représentent. Alors, pouvez-vous me dire quelle commune de ce pays n'a pas été aidée par le gouvernement d'Édouard Fritch ? (Réaction dans la salle.) Toutes !... Non, pour Tumaraa, c'était très peu. C'est Faaa qui a été le plus aidé par rapport aux autres. Donc, Faaa devrait applaudir le Président qui a aidé votre commune et la population derrière. Au lieu de regarder la couleur de la commune, qu'elle soit bleue, orange ou autre, le gouvernement a pris en compte les populations représentées par ces communes. Il faudrait peut-être dire merci, oui, dire merci à ce gouvernement !

Et même par rapport aux moyens qui sont mis à disposition des maires au jour d'aujourd'hui, qu'avez-vous à dire ? Loin de moi l'intention de critiquer mais nous devrions une bonne fois pour toute reconnaître le fait que ce gouvernement est resté neutre par rapport à la couleur politique des gens, qu'Édouard Fritch a bien apporté son aide à l'ensemble des communes de la Polynésie française. Que personne ne vienne me dire le contraire ! Il faut aussi accepter que, par rapport à ce budget... Pendant 10 ans nous avons connu la faillite comme pas possible et, aujourd'hui, même avec le redressement de la situation nous arrivons encore à apporter un jugement négatif. Voyons, chers collègues ! Où allons-nous ?!... Où allons-nous, là ?!... Et alors ! Les gens sont devenus pauvres dans notre pays que depuis aujourd'hui ?! Cela fait depuis des années que les riches restent riches et les pauvres toujours plus pauvres. Aucun gouvernement, depuis que je siége à l'assemblée, n'a fait en sorte que la situation ne change. Ceci étant, le plus grave aujourd'hui, et c'est ce que je disais au début, c'est que les farouches opposants au budget, eh bien, ce sont eux qui ont le plus été aidés par le gouvernement. Que répondez-vous par rapport à cela ?

Donc, je vous demande d'arrêter de colporter des ragots auprès de nos populations, elles ne sont pas non plus dupes. Plus personne n'est dupe aujourd'hui. Quand les élections arrivent, il faut laisser la liberté aux gens. Mais non, voilà que l'on... Lorsque les communes reçoivent des aides, ah, c'est un bon Président. Mais quand ce sont les élections, ah, le gouvernement n'est pas du tout au point. Donc, il faut arrêter ce genre de discours ! Oui, il faut arrêter !

Aussi, je lance un appel à mes collègues, notamment ceux qui siègent à l'assemblée depuis je ne sais combien d'années. La population a parfaitement compris aujourd'hui ce que nous sommes en train de faire. Nous aurons beau faire ici de magnifiques discours qui, entre nous, commencent à être discordants, la population, elle, nous écoute... Voilà pourquoi je remercie la présidente de la commission de contrôle budgétaire et financier, notre collègue Virginie parce que cela m'a fait plaisir de l'entendre parler en tahitien. (Applaudissements dans la salle.) Et je me suis dit que cela pourrait rendre jalouse Sandra parce qu'on dirait que Virginie se débrouille mieux en tahitien aujourd'hui... (Réaction dans la salle.) Non mais si je la remercie c'est parce que c'est bien la première fois que dans une réunion de ladite commission des explications vraiment poussées ont été apportées, et ce, pendant une semaine. Oui, pendant toute une semaine. Alors, je ne pense pas que, sur le budget qui nous est présenté aujourd'hui, il faille nous éterniser parce que toutes les explications ont été apportées cette semaine-là. Donc, si nous venons ici pour nous éterniser... mais je sais qu'il n'y a vraiment plus rien à dire parce que le budget de Nuihau, il est bien ficelé, n'est-ce pas. Applaudissez ! Applaudissez le vice-président ! (Applaudissements dans la salle.) Donc, il n'y a plus rien à ajouter. Si vous cherchez la petite bête, eh bien, je vous demande d'arrêter de vous faire des films. Notre population attend que des emplois soient créés dans les archipels. Quant à nos CAE, il est prévu de les augmenter. À ce propos, je me tourne vers les maires pour leur demander de préparer beaucoup de dossiers et également de se préparer pour faire savoir que c'est grâce au gouvernement Fritch du TAPURA HUIRAATIRA. Voilà, il faudra le faire savoir.

Voilà tout ce que je souhaitais apporter comme remarques. Et je demande aux collègues de ne plus trainer au risque de nous chamailler

entre nous pour rien du tout. Et après, une fois à l'extérieur de l'hémicycle, on vient me voir pour me dire : Eh, copine, tu peux pas voir mon dossier ? En sachant pertinemment qu'on s'y est opposé juste avant. Vous voyez ?! Vous voyez un peu notre façon de faire ?! Donc, je vous demande à tous de soutenir ce budget... Il est vrai que celui-ci ne permettra pas de résoudre tous les problèmes... D'ailleurs, aucun des budgets qui a été adopté ici n'a pu résoudre le problème de la pauvreté ou du développement de ce pays. Cela ne s'est jamais vu. En tous les cas, ce dont je suis sûre c'est que celui-ci, par rapport aux années passées, est un bon budget... parce qu'il a été présenté à la population. Tout a été fait dans la transparence.

Donc, chers collègues, chers ministres, je reste persuadée que mes collègues à côté apporteront leur soutien... je parle surtout de mes chers collègues maires parce que l'enveloppe destinée aux communes est intéressante. C'est bon ! (Le président : « C'est bon ! Merci. ») Bon !

Voilà, Monsieur le président. Et merci pour votre attention. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Bien. Merci, Madame la représentante sénatrice.

Nous avons épuisé l'ensemble des temps de parole. Je laisse la parole à Monsieur le vice-président.

M. Nuihau Laurey : Bonjour, Monsieur le président. Je sais que la faim tenaille les estomacs donc je vais essayer d'en tenir compte.

Mesdames et Messieurs les représentants, mes chers collègues parlementaires Lana et Maina, Messieurs les maires ici présents, Frédéric, Michel, Gaston, Rony — concentration de maires ici, là-bas aussi, Thomas, une maire aussi juste devant moi —, j'allais dire Mesdames et Messieurs de la presse mais j'ai l'impression qu'ils ont jeté l'éponge, probablement ont été ébahis par le dynamisme de vos interventions, Mesdames et Messieurs du public, particulièrement parsemés mais, Monsieur le président, ce n'est pas la quantité qui compte, mais la qualité, c'est avec beaucoup d'émotions que je m'exprime devant vous aujourd'hui, beaucoup d'émotions après ce que j'ai entendu, après vos témoignages qui indiquent clairement votre satisfaction devant ce budget. Alors, certains l'ont dit de manière très claire ici et puis d'autres un peu moins de l'autre côté, mais je sais qu'au fond de vous vous savez que c'est un très bon budget et en fermant les yeux j'ai entendu vos esprits le dire. C'est avec aussi beaucoup d'émotions que je m'exprime parce que, comme l'a dit notre ami Tony c'est mon quatrième budget, le temps passe, c'est mon dernier budget aussi. Et il a oublié de le dire, c'est aussi le plus beau budget, disons-le ! (Applaudissements dans la salle.)

Comment caractériser ce budget ? Je ne sais pas, j'essaye de trouver des termes budgétaires, je n'en trouve pas. Franchement, moi, je trouve que c'est un petit bijou, le budget. C'est aussi passer le choc de l'éblouissement devant ce budget, de la subjugation même. Comment peut-on le caractériser ? Vous l'avez tous dit c'est un budget qui a été construit dans un contexte de reprise économique avérée et de redressement de nos comptes publics.

Sur le plan économique, tous les instituts financiers l'ont indiqué, que ce soit l'ISPF, l'AFD, le CEROM, depuis 2014 nous avons renoué avec la croissance économique ; et probablement en 2016 cette croissance sera même accentuée si l'on en juge par l'exécution budgétaire au 30 octobre qui montre quasiment 4 % d'augmentation de nos recettes budgétaires. Donc, pour dire les choses simplement, nous avons renoué avec une croissance économique durable. Que dire de plus !

Sur le plan financier, la collectivité a enregistré au premier trimestre 2016 le premier relèvement de sa note par Standard & Poor's. Nous sommes passés de BB+ à BBB- et notre collectivité est enfin sortie de la catégorie dite « spéculative » pour passer à celle de catégorie d'investissement plus sécurisé pour les bailleurs de fonds, pour les investisseurs extérieurs. Ce relèvement de la note témoigne donc de l'amélioration en clair de notre situation financière. Nous sommes redevenus une collectivité à qui l'on peut faire confiance. Là aussi, que dire de plus !

Pour la première fois depuis le début de la crise politique, économique et sociale amorcée en 2004, le budget du pays est donc construit avec des marges de manœuvre budgétaire qui nous permettent de financer toutes les actions économiques qui seront développées devant vous, mais aussi en augmentant toutes les dotations de solidarité.

Le budget 2017 est donc un budget qui stimule fortement l'activité économique dans de nombreux secteurs avec des politiques sectorielles adaptées, avec aussi un certain nombre de mesures en faveur des entreprises. Et c'est un budget qui renforce l'ensemble, je dis bien l'ensemble des dotations affectées à la solidarité au profit notamment des plus démunis. C'est donc un budget non seulement économique, mais aussi social.

Et sur le plan politique — je terminerai par ce point qui n'est pas négligeable —, ce budget est donc le quatrième et avant-dernier de la mandature. C'est surtout le dernier budget de plein exercice puisque le budget 2018 ne sera exécuté que sur un trimestre avant les élections générales. C'est surtout un budget qui est le fruit des mesures de redressement qui ont été initiées dès le mois de mai 2013 et qui portent aujourd'hui leurs fruits. Nous avons dit à l'époque qu'il nous faudrait entre deux et trois ans pour redresser la situation financière de notre pays et engager notre collectivité sur un développement économique durable, et c'est aujourd'hui fait. Et si on peut dire juste une chose de ce budget 2017 c'est, effectivement, que c'est l'illustration de ce redressement de notre situation financière et du retour à une croissance économique durable.

Merci, Monsieur le président. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. Merci, Monsieur le vice-président.

Je vous propose une suspension de séance et de nous retrouver à 14 heures pour examiner le budget en vous souhaitant un bon appétit.

Suspendue à 12 h 41, la séance est reprise à 14 h 10.

Le président : Bien. Chers amis, je vous invite à prendre place.

Nous allons sans plus tarder reprendre nos travaux en invitant notamment le rapporteur de bien vouloir donner lecture de l'article 1er.

— Cf. annexe —

Mme Virginie Bruant, rapporteure : Merci, Monsieur le président.

## PREMIÈRE PARTIE

### Conditions générales de l'équilibre financier

#### Titre 1er

#### Dispositions relatives aux recettes



## Article 1er.-

Le président : Je vous remercie. Y a-t-il des interventions sur l'article 1er ?... Je mets aux voix l'article 1er. Qui est pour ?... Qui s'abstient ?... 10 abstentions. Très bien. Et 47 pour.

ADOPTÉ, à mains levées, par 47 voix pour et 10 abstentions.

Le président : Article 2.

## Article 2.-

Le président : Merci. Même vote pour l'article 2 ?... Merci, même vote.

MEME VOTE.

Le président : Article 3.

## Titre II

## Dispositions relatives aux charges

## Article 3.-

Le président : Même vote pour l'article 3 ?...

MEME VOTE.

Le président : Article 4.

## DEUXIEME PARTIE

## Moyens des services et dispositions diverses

## Titre 1er

## Moyens des services

## Article 4.-

SECTION DE FONCTIONNEMENT  
(RECETTES DIRECTES)

## Chapitre 960 -

Le président : Merci. La discussion est ouverte sur le chapitre 960. Je mets aux voix le chapitre 960. Qui est pour ?... Qui s'abstient ? 31 voix pour et 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour 26 abstentions.

Le président : Chapitre 961.

## Chapitre 961 -

Le président : Même vote pour le chapitre 961 ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 962.

## Chapitre 962

Le président : Même vote pour le chapitre 962 ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 963.

## Chapitre 963 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 964.

## Chapitre 964 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 965.

## Chapitre 965

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 966.

Chapitre 966 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 967.

Chapitre 967 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 968.

Chapitre 968 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 969.

Chapitre 969 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 970.

Chapitre 970 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 971.

Chapitre 971 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 973.

Chapitre 973 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 974.

Chapitre 974 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 975.

Chapitre 975 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 976.

Chapitre 976 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 990.

Chapitre 990 -

Le président : Monsieur Geros.

M. Antony Geros : Merci, Monsieur le président.

C'est vrai qu'en début de séance je n'ai pas assisté au débat qui s'est tenu quant à l'opportunité de voter le budget avant les lois fiscales,

mais puisque nous sommes sur le chapitre par excellence de gestion fiscale, donc j'aimerais, si vous me le permettez, qu'on revienne sur ce point particulier.

Pour avoir été aux affaires du Pays, nous avons été astreints par l'État d'avoir à respecter le cadre du principe qui, en l'occurrence, oblige donc la collectivité à adopter ses recettes avant de faire adopter son budget, le budget relatif à ses recettes. Et je pense que tous les gouvernements qui se sont succédé ont suivi la démarche à tel point qu'en 2007, lorsque nous étions ensemble — vous vous rappelez ? —, j'étais à la place du vice-président juste à côté et en bas il y avait une des vôtres, qui est d'ailleurs toujours parmi nous aujourd'hui, et il s'était agi de l'insincérité du budget par rapport à la désaffectation de l'État vis-à-vis du RSPF. C'était un vendredi matin, et donc, devant l'insistance de cette dame, j'ai demandé au président de l'assemblée de bien vouloir suspendre la séance — ce qui a été fait —, et pendant le week-end, je me suis entretenu avec Madame Boquet qui était alors haut-commissaire, et je suis revenu ici le lundi matin avec une lettre d'engagement de l'État. Mais ça n'a pas suffi, mais cette fois-là, pour des raisons politiques que je peux comprendre... Et voilà qu'aujourd'hui on vient bouleverser la donne. On dit que ce n'est plus comme ça, que finalement, maintenant, on peut voter un budget, et puis on verra. En décembre prochain, si on a oublié de voter la loi, on va la voter pour... J'ai l'impression qu'on est en plein paradoxe par rapport à des principes qui étaient pourtant établis, respectés et suivis de tous les gouvernements de tous les partis politiques. Donc, du coup, on change !...

Alors, j'aimerais bien avoir une réponse qui soit au moins claire, parce que je ne peux pas me satisfaire du positionnement d'un fonctionnaire d'État qui, au-delà des études qu'il a faites et des qualifications qu'il possède et de l'expérience qu'il a eu, vienne dire à notre assemblée que, finalement, c'est comme ça qu'il faut lire les choses, alors que ses prédécesseurs, peut-être plus qualifiés et plus expérimentés que lui, sont venus nous dire que ce n'est pas comme ça qu'il faut faire, c'est le contraire ! Alors, j'aimerais bien avoir une réponse claire sur cette affaire.

En tous les cas, je vous le dis tout de suite : nous, nous sommes sur le starting-block, on va déposer un recours, juste pour le principe, juste pour le principe. Il faut bien qu'on soit définitivement arbitré par la justice sur ce problème.

Le président : Merci, Monsieur le représentant.

Madame Levy-Agami.

Mme Sandra Manutahi Levy-Agami : Merci, Monsieur le président.

Je voudrais poser trois questions, enfin, avoir des éléments sur des lignes budgétaires.

D'abord, sur celle qui concerne la taxe de développement local, la 71281, on inscrit en plus 60 millions. Ce n'est pas ça qui cause problème. La question que je voulais poser, Monsieur le Président, Monsieur le vice-président, c'est : comment faire cohabiter la taxe de développement local, par exemple pour l'usine de jus de fruits de Mo'orea, quand, à côté de ça, on met en place une loi du pays pour les produits sucrés ? Comment vous envisagez de faire les choses ? Est-ce que vous envisagez de revoir la taxe de développement local, son fonctionnement, ou est-ce que vous envisagez d'exclure du dispositif qui, apparemment, a été travaillé par le ministre de la santé, certaines productions locales ? Voilà. Ça, c'est la première question.

La deuxième porte sur les droits de douane. On voit qu'il y a - 509 millions — c'est une question que je n'ai pas pu poser en commission, donc je voulais avoir des explications —, et sur la taxe spécifique exceptionnelle sur certains carburants, c'est la 71213, on est à une augmentation — bon, qui n'est pas substantielle —, mais je voulais savoir justement où vous en êtes des réflexions par rapport à l'importation de carburant. Il me semble que l'année dernière, à la même période, vous envisagiez de diversifier les importateurs de carburant, notamment de faire en sorte qu'il y ait des zones d'importation plutôt du côté de l'Asie. Est-ce que c'est toujours d'actualité ? Enfin, quelle est votre politique en la matière ?

Merci.

Le président : Merci, Monsieur Temeharo.

M. René Temeharo : Merci, Monsieur le président.

Juste pour une réponse d'éclaircissement concernant donc l'interrogation de notre collègue Tony Geros quant à l'opportunité de faire passer le budget avant donc les lois fiscales. Il faut savoir que l'application de la loi fiscale, dont notamment le budget qui se déroulera à partir de janvier à décembre 2017, deviendra tout naturellement impossible à partir de janvier 2017, et nous sommes à N-1 de 2017. Donc, nous trouvons normal qu'à la suite du budget, la loi fiscale vienne se greffer. Et rassurez-vous, les lois fiscales qui viendront après seront votées. Nous avons la majorité, rassurez-vous, tout simplement. Donc, il n'y a pas d'impact possible ; soyez-en sûrs de ce côté-là.

Mais, sur l'opportunité de déposer un recours, faites-le ! Vous avez l'habitude de le faire. Donc, pour nous, il n'y a aucun problème à ce niveau-là. Nous avons déjà, dans le passé, imaginé d'autres scénarios où il y avait eu des recours par la suite.

Donc, pas de souci, Monsieur le président.

Le président : Merci. Avant de céder la parole au gouvernement, je ferai une brève intervention à Monsieur Geros et j'apporterai un commentaire justement sur les propos qui ont été tenus à l'instant.

M. Antony Geros : Voilà. En fait, ma question à moi c'est de savoir quand est-ce qu'on peut qualifier un budget de sincère ou d'insincère. C'est au moment de son vote, ce n'est pas au moment du vote de la loi qui va venir lui donner les recettes qui lui manquent. C'est au moment où on le vote. Là, on va voter le chapitre. Je n'ai pas la certitude d'avoir les recettes, je n'ai pas de boule de cristal et je ne suis pas Dieu. Je ne sais pas de quoi demain ou tout à l'heure sera fait ! Donc, maintenant, si tu peux me signer ou certifier que demain, voilà ce qu'il va se passer, et après-demain, voilà ce qu'il va se passer, là, je veux bien te croire, comme j'ai cru le corbeau tout à l'heure.

Le président : Merci.

Alors, juste à titre d'information, afin que tout le monde ait le même niveau d'information, lors de la conférence des présidents, il a été constaté que deux lois fiscales, notamment en ce qui concerne les jeux de hasard, allaient être examinées et adoptées après l'examen du budget. Un point a été soulevé par notre représentant, Monsieur Tony Geros, qui m'a conduit à poser la question auprès de l'autorité compétente, à savoir la DRCL. La réponse a été obtenue après consultation auprès du secrétaire général, et j'ai souhaité adresser cette réponse à l'ensemble des présidents des groupes.

Ensuite, s'agissant, je dirais, de ce que Monsieur Tony Geros évoque voire que d'autres évoquent, c'est naturellement des choses qui m'échappent. Donc, j'ai souhaité simplement consulter l'autorité compétente. L'autorité compétente a apporté son appréciation visiblement suite à une consultation auprès du secrétaire général auprès du haut-commissaire. Est-ce que ça vaut, je dirais, un caractère légal ? Nous verrons par la suite.

Je vous propose d'avancer sur le sujet et je laisse la parole au gouvernement sur les questions qui ont été posées, notamment par Madame Levy-Agami.

M. Nuihau Laurey : Oui, quand même une petite réponse à Monsieur Geros sur le sujet, même s'il a déjà été traité. On a consulté les techniciens du Pays qui nous ont donné leur avis sur cela. Les techniciens de l'État ont été consultés, l'avis est le même, et donc, il n'y a pas de problématique particulière sur ce sujet. Maintenant, si Monsieur Geros veut déposer un recours... Je pense que lorsque le recours tombera sur le bureau du tribunal administratif, les lois fiscales auront été votées, donc vous pouvez y aller, effectivement.

Sur la sincérité du budget, moi je me rappelle d'un budget qui était équilibré par des cessions d'actifs fictifs. Là, oui, on pouvait se poser la question de la sincérité budgétaire. Donc, on n'est plus là.

Sur les questions qui ont été posées par Sandra, première question sur la réforme de la TDL et les produits sucrés ; ce sont deux sujets distincts. Le ministre de l'économie propose effectivement que la TDL soit réformée dès l'année 2017 avec un comité qui sera mis en place, avec les industriels, pour déterminer comment on peut faire évoluer ce dispositif fiscal. Et concernant les produits sucrés, le ministre de la santé réunit un comité de réflexion sur le sujet avec les ministères de la santé, de l'éducation, avec les communes, pour essayer de proposer un dispositif plus harmonieux en matière de taxation des produits sucrés et éviter que seul un certain nombre de produits soient taxés alors qu'on sait très bien que beaucoup de produits contiennent du sucre. Et donc, ce comité sera mis en place dès le mois de décembre pour proposer assez rapidement des mesures un peu plus étoffées que celles sur lesquelles les médias ont communiqué jusqu'à ce jour.

Sur le différentiel de 500 millions, il concerne la perte de recettes fiscales liées à l'exonération de droit sur les engins deux-roues, sur les véhicules, sur les manuels scolaires, sur les vêtements, enfin, sur l'ensemble des produits pour lesquels le Pays a décidé une suppression, une exonération partielle de droit.

Voilà. Merci, Monsieur le président.

Le président : Merci. Y a-t-il d'autres interventions ?...

Je mets aux voix le chapitre 990. Même vote ?... Madame Levy-Agami.

Mme Sandra Manutahi Levy-Agami : Oui. Il y avait une autre question sur la politique en matière pétrolière...

Le président : Bien. Je mets aux voix le chapitre 990. Même vote pour le chapitre 990 ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 991.

Chapitre 991 -

Le président : Même vote pour le chapitre 991 ?... Même vote. Très bien.

MEME VOTE.

Total des recettes de fonctionnement -

Le président : Même vote pour le total des recettes de fonctionnement ?... Même vote. Merci.

MEME VOTE.

Le président : Nous passons en section d'investissement, chapitre 021.

#### SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES DIRECTES)

Chapitre 021 -

Le président : Pas d'intervention ?... Même vote pour le chapitre 021 ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 024.

Chapitre 024 -

Le président : Même vote pour le chapitre 024 ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 901.

Chapitre 901 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 903.

Chapitre 903 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 904.

Chapitre 904 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 905.

## Chapitre 905 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 909.

## Chapitre 909 -

Le président : Monsieur Leboucher, et ensuite Madame Galenon.

M. Michel Leboucher : Merci, Monsieur le président. Monsieur le Président du gouvernement, Monsieur le vice-président, Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues, bonjour.

Ma première question va s'adresser à Madame la ministre de l'éducation concernant la dotation dite DGI de 294 247 787 francs. Donc, il s'agit de la dotation d'investissement pour les reconstructions, maintenances, renouvellements d'équipements des établissements scolaires. Alors, lors de la commission des finances, j'avais posé la question à Madame la ministre sur les investissements notamment en matière d'internat. La réponse qui m'a été donnée était que c'était une dotation spécifique. J'aimerais bien que ce soit confirmé, puisque cette dotation n'apparaît pas dans le budget de 2017 au niveau des participations de l'État. Bon, je vous remercie de me redire un petit peu la réponse que vous m'avez donnée en commission.

Alors, Monsieur le président, je voudrais un peu étendre mon propos sur la question de la charte de l'éducation et de la convention, parce que ce sont bien des éléments, en dehors du statut de la Polynésie, qui permettent, on va dire, en tous les cas, de définir les participations de l'État vis-à-vis du budget d'investissement du Pays. Alors, je viens d'apprendre que le haut-comité de l'éducation a été convoqué en séance pour examiner en partie le calendrier scolaire, puisqu'il faut renouveler le calendrier triennal. Mais, à mon grand étonnement, un projet de loi du pays est proposé aux membres du haut-comité de l'éducation. Ce projet de loi du pays est intitulé « Charte de l'éducation ». Alors, évidemment, je m'étonne. Je m'étonne parce que, bon, la charte de l'éducation a été adoptée en délibération le 7 juillet 2016. Un. Par ailleurs — et c'est le comble ! —, un article prévoit l'abrogation de cette délibération qui est passée à l'assemblée le 7 juillet. (Réactions sur quelques bancs du groupe RMA.) Madame la ministre... Non, il ne s'agit pas d'un hors sujet, puisqu'il s'agit, bien entendu, des éléments qui définissent en tous les cas les participations de l'État, si vous me le permettez, Monsieur le président.

Je poursuis, je poursuis... Je vous ai entendu, Madame la ministre, nous taxer « d'incompétence », vous aviez même dit ici en séance que vous aviez peur de mon ignorance ! Alors, moi, j'ai envie de vous dire que c'est vous qui montrez votre incompétence. Un. (Réactions dans la salle.) La précipitation... (Le président : « S'il vous plaît. Merci. ») La précipitation dans la délibération du 16 juillet fait qu'aujourd'hui vous reveniez sur votre position. La convention qui a été signée par Madame Belkacem le 22 octobre, elle devient caduque. Elle devient caduque pourquoi ? Eh bien parce que les éléments fondateurs sont remis en cause par la loi du pays que vous êtes en train de proposer. Je rappelle que cette consultation, elle a été faite en dehors des différentes procédures, notamment la consultation du haut-comité de l'éducation ; et il me semble important aujourd'hui d'en parler, puisqu'on examine un budget. Ce budget, il s'appuie sur les relations avec l'État, et la convention c'est l'élément clé de ces relations avec l'État. Alors, est-ce à dire que vous reconnaissez que la délibération n'était pas un texte — comment dire ? — réglementaire et qu'il faut l'annuler ? C'est bien ce que je constate aujourd'hui.

Je vous remercie d'ailleurs de remettre en cause cette délibération, parce qu'il s'agit aujourd'hui d'une loi du pays — si la procédure va jusqu'à son terme —, et cette loi du pays va entraîner le gouvernement à consulter l'ensemble des partenaires sociaux, l'ensemble de la société civile ; ce qui n'a pas été le cas lors de l'adoption de la charte et de la dernière convention. Voilà. Je pense notamment à la disparition des CETAD. Personne n'a été consulté ! Je pense par ailleurs également à la mise en place de l'école numérique. Est-ce qu'elle doit être adaptée à la Polynésie ?... Enfin, tout un tas de principes, Monsieur le président, qu'il me semblait important de mettre en avant aujourd'hui, parce que des textes ont été présentés à notre assemblée, et je pense que tous les membres de l'assemblée doivent être au courant. La délibération du 7 juillet a duré cinq mois et on va l'abroger !

Voilà. Merci, Monsieur le président. (Applaudissements.)

Le président : Merci. Madame Galenon.

Mme Minarii Chantal Galenon : Merci, Monsieur le président. Monsieur le Président du Pays, Mesdames les ministres, Messieurs les ministres, chers collègues, public, et puis les journalistes, bonjour.

Mes questions sont un peu identiques à celles de Monsieur Leboucher, mais je souhaiterais avoir plus de précisions, Madame la ministre, si vous le permettez bien, sur les investissements qui seront réellement faits dans les internats.

Ma deuxième question porte sur le vote de la charte du projet de loi que vous allez proposer au haut-comité de l'éducation le 15 décembre. Si vous pouviez nous donner des explications là-dessus.

Voilà. Je vous remercie.

Le président : Merci. Merci. Madame la ministre, si vous souhaitez réagir...

Mme Nicole Fareata-Sanquer : Monsieur Leboucher, Madame Galenon, président, chers représentants, bonjour.

Donc, comme je l'ai toujours dit, à chaque fois que je viens à l'assemblée, on a toujours des interprétations juridiques différentes, surtout avec Monsieur Leboucher. Parce que, je voudrais qu'il rappelle évidemment dans quel contexte j'ai parlé d'incompétence. Il s'agissait bien sûr de la DGC. Je voudrais juste rappeler à Monsieur Leboucher que la DGC nous a été imposée par la loi statutaire et non par la convention d'éducation. Et, en fin de compte, je m'étonnais — ayant occupé les fonctions de ministre —, et j'avais dit — et je me rappelle de mes mots — que j'ai cru au début que c'était de la mauvaise foi, ensuite de l'incompréhension, et j'ai fini par « ignorance », pas « incompétence » mais par « ignorance ». Et je confirme, par rapport à ce que vous venez de dire, une fois de plus, puisque c'est vrai qu'en commission j'apporte des réponses, mais apparemment vous n'avez pas la capacité à comprendre ce que je vous dis. Voilà. Donc... Voilà. J'essaie de m'expliquer et d'être pédagogue, je suis quand même ministre de l'éducation.

Concernant la charte de l'éducation, vous avez raison, (Réactions dans la salle.) je vais proposer au haut-comité de l'éducation une charte de l'éducation complétée (Le président : « S'il vous plaît. S'il vous plaît. S'il vous plaît !... ») ; ce qui ne remet pas du tout en cause ce que j'ai effectué au mois de juillet, c'est-à-dire la réactualisation de la charte de l'éducation. Parce qu'au bout de quatre ans, il fallait bien la réactualiser. Et tous mes prédécesseurs n'ont jamais eu le courage de faire ni le bilan annuel devant le Conseil des ministres, ni le bilan — et vous en faites partie, Monsieur Leboucher — devant cette assemblée, lorsque vous étiez ministre. (Réactions dans la salle.) Et donc, j'ai réactualisé cette charte, parce qu'elle arrivait à terme en juillet. J'ai pris mes responsabilités, j'ai dit le constat qu'il y avait. Et je vais vous reprendre. Les 30 % d'illettrisme — et là, je m'adresse à l'intervenant du TAHOERA'A —, les 30 % d'illettrismes concernent évidemment ceux qui se présentent à la journée défense et citoyenneté. Ce ne sont pas 30 % de notre jeunesse polynésienne. Sinon tous les enseignants qui siègent aujourd'hui, eh bien, il y aurait de quoi s'inquiéter de ce qu'on



a pu faire avec nos jeunes. Donc, il faut remettre les chiffres, quand on les cite, dans le contexte. Donc, la loi du pays avec la charte de l'éducation que je propose au haut-comité de l'éducation, en fin de compte, je suis venue la compléter. Je ne suis pas venue la réactualiser. C'est la prochaine loi du pays que je vais vous proposer. En y incluant quoi ? Le texte de la médiation scolaire proposée par Madame Galenon, étudié en commission et jamais en séance plénière. Voilà, Madame Galenon, un des sujets que je viens inclure dans la nouvelle charte de l'éducation. Et le deuxième point dans la loi du pays que je vais proposer au haut-comité de l'éducation est d'inclure le décrochage scolaire, parce qu'il y a du décrochage scolaire. Mais pour pouvoir le traiter, il faut déjà le constater. Et je crois que ça fait deux ans qu'on n'a jamais autant parlé du décrochage scolaire, non pas pour dire les mauvais chiffres de la Polynésie, mais pour proposer des solutions aux décrocheurs. Donc, je sais exactement ce que je fais. Je sais que vous avez entamé une procédure au tribunal qui est un peu bizarre parce que vous interpellez le président de l'assemblée. Alors, je ne sais pas qu'est-ce qu'il y a de mesquin derrière cette... Ce n'est pas moi que vous interpellez, c'est Monsieur le président de l'assemblée d'avoir fait voter cette délibération. Alors, j'attends... Je crois que le secrétaire général du gouvernement vous a répondu.

Donc, voilà concernant les textes réglementaires. Après, que la convention ne soit pas effective... Vous-même vous l'avez rappelé : on a, soi-disant, jusqu'en avril. En tous les cas, jusqu'à preuve du contraire et que les tribunaux me disent que j'ai tort, eh bien, pour moi, ce sont des textes qui sont applicables. Mais je prendrai acte de la décision, évidemment, du tribunal.

Par contre, pour les internats, je vous répondrai quand on abordera ce sujet-là un peu plus tard, puisque là nous sommes sur des recettes d'investissement. Et comme je vous l'ai dit en commission, les trois internats vont se faire. Actuellement c'est inscrit au niveau du budget sur les fonds Pays. Ensuite, pour la participation de l'État, je vous répondrai quand ça sera le cas. D'accord ?... Merci.

Le président : Merci. Je mets aux voix le chapitre 909. Même vote ?... Madame Galenon. Pardon ?... Vous êtes pour ?... Très bien.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 910.

Chapitre 910 -

Le président : Je mets aux voix le chapitre 910. 31 voix pour et 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.

Le président : Chapitre 913.

Chapitre 913 -

Le président : Merci. Même vote ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 914.

Chapitre 914 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 915.

Chapitre 915 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 916.

Chapitre 916 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 951.

Chapitre 951 -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Total recettes.

Total des recettes d'investissement -

Le président : Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Total général des ressources.

Total général des ressources -

Le président : Sur l'ensemble de l'article 4, même vote ?...

MEME VOTE.

Le président : Article 5.

## Article 5.-

Le président : Même vote pour l'article 5.

MEME VOTE.

Le président : Article 6.

## Article 6.-

Le président : Pas d'intervention ?... Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Article 7.

## Article 7.-

## Chapitre 022 -

Le président : Merci. Pas de discussion. Même vote pour le chapitre 022 ?... Même vote.

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 023.

## Chapitre 023 -

Le président : Même vote pour le chapitre 023 ?...

MEME VOTE.

Le président : Chapitre 960.

## Chapitre 960 -

Le président : La discussion est ouverte sur le chapitre 960. Qui est pour ?... Qui s'abstient ?...

Chapitre 961... Pardon ?... Le décompte ?... 32 voix pour. Le chapitre 960, qui est pour ?... Qui est contre ?... 25 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 abstentions.

Le président : Le chapitre 961.

## Chapitre 961 -

Le président : Qui est pour ?... 31 voix pour. Qui s'abstient ?... 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.

Le président : Chapitre 962.

## Chapitre 962 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 963.

## Chapitre 963 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 964.

## Chapitre 964 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 965.

## Chapitre 965 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 966.

## Chapitre 966 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 967.

Chapitre 967 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 968.

Chapitre 968 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 969.

Chapitre 969 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 970.

Chapitre 970 –

Le président : Excusez-moi. Sur le chapitre 969, vous êtes pour ?... Donc, 32 voix pour et 25 abstentions.

Nous revenons sur le chapitre 970. Si tu peux relire le chapitre 970. Merci.

Chapitre 970 –

Le président : Qui est pour ?... 31 voix pour. 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.

Le président : Chapitre 971.

Chapitre 971 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 973.

Chapitre 973 –

Le président : Excusez-moi. Donc, sur la « Vie sociale », c'est 32 voix pour.

Sur le chapitre 973, qui est pour ?... 31 voix pour et 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.

Le président : Chapitre 974.

Chapitre 974 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 975.

Chapitre 975 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 976.

Chapitre 976 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 990.

Chapitre 990 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 991.

## Chapitre 991 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Total des dépenses.

Total des dépenses –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Sur l'ensemble de l'article 7. Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Nous passons à l'article 8.

## Article 8.-

## Chapitre 900 –

Le président : La discussion est ouverte sur le chapitre 900. Même vote sur le chapitre 900 ?...

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 901.

## Chapitre 901 –

Mme Virginie Bruant : Et j'ai un amendement.

Le président : Vous avez un amendement. Vous avez la parole.

Mme Virginie Bruant : Un amendement qui modifie cet article 8.

Dans un contexte d'un cyberspace toujours plus hostile, il convient de protéger notre système d'information et plus particulièrement les applications que nous exposons sur Internet. L'e-administration multipliera très prochainement le nombre de ces applications.

À cet effet, il est proposé de créer une opération qui consiste à mettre en place des solutions informatiques permettant de sécuriser les accès depuis Internet et de protéger les applications (PolyGF, FENIX, télé-services, OTIA, portail « net.pf »...) des cyber-menaces toujours plus nombreuses.

Dans cette opération, cette nouvelle AP s'appellera : « Sécurisation des applications exposées sur Internet » pour un montant de 20 millions. Les prestations associées prendront la mise en service de matériel et/ou logiciels de type firewall et WAF et des études pour l'intégration des solutions de sécurité dans l'architecture actuelle. Ces actions s'inscrivent dans les exigences de la future politique de sécurité, des systèmes d'information du gouvernement.

Ainsi, ce chapitre 901 de l'article 8 du projet de délibération est modifié comme suit :

Au lieu de lire :

901 MOYENS INTERNES 1 495 812 864

Lire :

901 MOYENS INTERNES 1 515 812 864

Le total général des AP et les documents budgétaires seront modifiées en conséquence.

Le président : Merci, la discussion est ouverte sur l'amendement, en vous laissant le temps de prendre connaissance de l'amendement.

Le président : S'il n'y a pas d'interventions, je mets aux voix l'amendement. Même vote pour l'amendement ?...

MÊME VOTE.

Le président : Très bien. Je mets aux voix le chapitre 901 amendé. Même vote.

## Chapitre 901 amendé –

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 903.

## Chapitre 903 –

Le président : Même vote pour le chapitre 903.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 904.

## Chapitre 904 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 905.

## Chapitre 905 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 906.

Chapitre 906 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 908.

Chapitre 908 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 909.

Chapitre 909 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 910.

Chapitre 910 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 911.

Chapitre 911 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 913.

Chapitre 913 –

Le président : Qui est pour ?... 32 voix pour et 25 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 abstentions.

Le président : Chapitre 914.

Chapitre 914 –

Le président : Qui est pour ?... 31 voix pour et 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 absentions.

Le président : Chapitre 915.

Chapitre 915 –

Le président : Même vote pour le chapitre 915.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 916.

Chapitre 916 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 951.

Chapitre 951 –

Le président : Même vote pour le chapitre 951.

MÊME VOTE.

Le président : Total investissements.

Mme Virginie Bruant : Total investissements du coup...

Le président : C'est cela.

Total investissement amendé –

Le président : C'est bien cela. Qui est pour ?... Même vote pour le total investissement.

MÊME VOTE.

Le président : Sur l'ensemble de l'article 8, même vote ?...

MÊME VOTE.

Le président : Article 9.



## Article 9.-

Mme Virginie Bruant : Il y a également un amendement sur cet article, Monsieur le président.

Dans le cadre de la préparation du budget, des autorisations de programme devaient faire l'objet de clôture (liste détaillée à l'annexe 5), toutefois, compte-tenu de certains retards pris dans l'exécution des opérations citées ci-dessous, ces dernières ne peuvent pas être clôturées.

Il convient donc de maintenir les opérations listées ci-après pour l'exercice 2017, à savoir les AP :

- 90.2015 : Dispositif de concentration de poissons - 2015 ;
- 149.2010 : Échange de terrain à Vaitarua - Taravao ;
- l'opération 223-2006 : Cession de biens immobiliers ;
- la 233.2015 : Aménagement et travaux divers - ouvrages maritimes Tuamotu Gambiers - 2015 ;
- 223.1995 : Acquisition de terrains - Échange — ce sont des écritures d'ordre — ;
- 16.1998 : Échange de terrains ;
- Et la 65.2002 : Logement du Timiona.

À cet égard, il est donc proposé de retirer ces opérations de la liste des ajustements négatifs figurant à l'annexe 2, à l'exception des articles 149.2010 et 65.2002, non concernées).

Ainsi, l'article 9 du projet de délibération est modifié comme suit :

Au lieu de lire :

Pour l'année 2017, il est opéré, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital ouvertes au budget général de la Polynésie française, des ajustements négatifs d'un montant cumulé de dix-sept milliards huit cent vingt-six millions quatre cent seize mille cent soixante-neuf francs (17 826 416 169 XPF) sur les autorisations de programme énumérées à l'annexe 2 à la présente délibération :

Lire :

Le montant : dix-sept milliards deux cent quatre-vingt dix-neuf millions cent vingt sept mille francs. (17 299 127 XPF)

L'annexe 2 au projet de délibération et les documents budgétaires seront modifiés en conséquence.

Le président : Merci. La discussion est ouverte sur l'amendement. Même vote sur l'amendement ?...

MÊME VOTE.

Le président : Sur l'article 9 amendé. Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Article 10. Chapitre 20.

Chapitre 20 -

Le président : Même vote sur le chapitre 20.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 900.

Chapitre 900 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 901.

Chapitre 901 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 903.

Chapitre 903 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 904.

Chapitre 904 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 905.

Chapitre 905 -

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 906.

## Chapitre 906 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 908.

## Chapitre 908 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 909.

## Chapitre 909 –

Le président : 32 voix pour et 25 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 absentions.

Le président : Chapitre 910.

## Chapitre 910 –

Le président : 31 voix pour, 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.

Le président : Chapitre 911.

## Chapitre 911 –

Le président : Même vote. 32 voix pour, 25 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 abstentions.

Le président : Chapitre 913.

## Chapitre 913 –

Le président : 31 voix pour, 26 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.

Le président : Chapitre 914.

## Chapitre 914 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 915.

## Chapitre 915 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 916.

## Chapitre 916 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Chapitre 951.

## Chapitre 951 –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Total des crédits.

## Total des crédits de paiement en investissement –

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Total général des dépenses.

Total général des dépenses –

Le président : Même vote pour le total des dépenses.

MÊME VOTE.

Le président : Sur l'ensemble de l'article 10, même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Article 11.

Article 11.-

Le président : Même vote pour l'article 11.

MÊME VOTE.

Le président : Article 12.

## Titre II Dispositions diverses

Article 12.-

Le président : Même vote pour l'article 12.

MÊME VOTE.

Le président : Article 13.

Article 13.-

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Article 14.

Article 14.-

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Article 15.

Article 15.-

Le président : Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Article 16.

Article 16.-

Mme Virginie Bruant : Un amendement également sur cet article 16, Monsieur le président.

Dans le cadre de la préparation du budget, des autorisations de programme devaient faire l'objet de clôture, toutefois, compte-tenu de certains retards pris dans l'exécution des opérations citées ci-dessous, ces dernières ne peuvent être clôturées. Il convient donc de maintenir les opérations listées ci-après pour l'exercice 2017... C'est exactement les mêmes que mon précédent amendement.

Ainsi, l'annexe 5 du projet de délibération et les documents budgétaires sont modifiés en conséquence.

Le président : Je mets aux voix l'amendement. Même vote.

MÊME VOTE.

Le président : Je mets au vote l'article 16 amendé. Même vote.

Article 16 amendé –

MÊME VOTE.

Le président : Article 17... Article 18... On apportera les corrections nécessaires. Il s'agit bien de l'article 17.

Mme Virginie Bruant : O.K. On n'a pas besoin de faire un amendement ?... C'est bon.

Article 17.-

Le président : Même vote. 32 voix pour, 25 abstentions.

ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 abstentions.

Le président : Article 18.

## Article 18.-

Le président : Même vote. 32 voix pour, 25 abstentions.  
ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 abstentions.  
Le président : Article suivant, article 19.

## Article 19.-

Le président : Même vote.  
MÊME VOTE.  
Le président : Article suivant et dernier, article 20.

## Article 20.-

Le président : Merci. 31 voix pour, 26 abstentions.  
ADOPTÉ, à mains levées, par 31 voix pour et 26 abstentions.  
Le président : Sur l'ensemble de la délibération, même vote ?... 32 voix pour et 25 abstentions. (Applaudissements.)  
ADOPTÉ, à mains levées, par 32 voix pour et 25 abstentions.  
Le président : Chers amis, je vous invite à poursuivre... (Mme Jeanne Santini : Monsieur le président, Monsieur Moutame.) 33 voix pour.  
Je suis désolé. (Applaudissements.)  
Alors, explication de vote. Monsieur Thomas Moutame, ensuite Madame Galenon, Madame Iriti, et ensuite Madame Tetuanui.  
Thomas.  
M. Thomas Moutame : Monsieur le président, bonjour. Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président du gouvernement, Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues représentants, bonjour à tous ici réunis cet après-midi.  
(Un verre tombe dans l'hémicycle.) Ne mettez pas le souk ! Attendez, attendez...  
Vous savez, cela fait 27 ans que je siége à l'assemblée. C'est bien la première fois qu'un budget est voté à 3 heures de l'après-midi. (Applaudissements et rires dans la salle.) À l'époque, nous travaillions jusqu'à l'aube et finissions le soir d'après.  
Vous savez, dans le budget qui nous a été présenté, il y a bien évidemment des points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. J'aimerais rappeler au Président du Pays qui est également en charge du portefeuille de l'agriculture que nous comptons sur lui pour que les crédits qui ont été inscrits pour ce secteur soient réellement utilisés. Car, l'année dernière, les aides destinées aux agriculteurs n'ont été octroyées que pour moitié. Je pense que vous devriez demander aux personnes qui se chargent de cela de veiller à ce que les crédits inscrits soient effectivement utilisés en totalité et pas partiellement. J'espère que cette année, les crédits budgétés seront utilisés pour des actions concrètes conformément aux prévisions établies, et qu'il en sera ainsi dans les autres ministères également.  
Il est vrai que toutes nos doléances n'ont pas été prises en considérations mais j'espère qu'avec ce budget, comme l'a dit un des représentants, les crédits seront équitablement distribués afin que les communes puissent en bénéficier et voient leurs demandes être prises en compte.  
Aussi, Monsieur le Président, ce que je vous demande — et cela vaut également pour les autres ministères —, c'est que les projets inscrits au budget se réalisent et que la population puisse en profiter, car c'est tout ce que nous souhaitons pour 2017.  
Voilà donc les quelques remarques que je souhaitais formuler. Mais, ce que l'on peut dire c'est que le vote de ce budget est un record du monde. C'est sans doute la première fois dans l'histoire de notre assemblée que le vote du budget se déroule aussi rapidement.  
Voilà. Merci bien. (Applaudissements dans la salle.)  
Mme Chantal, Minarii Galenon : Merci, président.  
Tout d'abord, je voulais d'abord dire à Monsieur le Président que je n'ai pas voté ce budget pour lui faire plaisir et faire plaisir à son gouvernement. Je sais que cela doit un peu faire mal à mon groupe, mais je voulais dire que c'est un vote de solidarité. Pourquoi ? Parce que je pense qu'aujourd'hui, il faut que nous pensions aux familles, à tous ceux qui souffrent... (Applaudissements.) Non, je ne veux pas être applaudie. Je ne veux pas faire de discours démagogique. Je veux parler avec mon cœur. Aujourd'hui, je pense qu'il faut aussi savoir voter avec sagesse parce que, quelques fois, c'est vrai, nous restons dans nos logiques politiques. Ce que je vous dis, c'est que je reconnais surtout les deux femmes qui sont au gouvernement. Je voulais les remercier pour leur soutien. (Applaudissements.) Si je vote ce budget, c'est grâce à vous deux. C'est parce que je crois qu'aujourd'hui, il faut un peu changer notre logique, il faut aussi penser « solidarité ». Il ne faut pas se dire : Ça y est, il y a 32 voix ! Non, ce n'est pas comme cela que je réagis aujourd'hui. C'est parce que je voudrais apporter mon soutien sur toutes les actions que vous allez mettre en place. Parce que je pense qu'aujourd'hui, nous n'avons pas le choix, il faut que nous travaillions main dans la main. C'est un peu ce que je veux dire aujourd'hui, c'est un vote de solidarité.  
Et je demande pardon à mon groupe, parce que ce n'est pas la logique de mon groupe, et je demande pardon à mon vice-président, à mon président absent, et bien sûr à tous mes collègues. Voilà. Mais, je m'expliquerai, s'il le faut. Évidemment, les médias vont s'exciter, mais ce n'est pas grave. Je le fais en mon âme et conscience, et surtout, c'est un vote de solidarité. Voilà.  
Merci beaucoup.  
Le président : Merci.  
Madame Iriti.  
Mme Teura Iriti : Merci beaucoup, Monsieur le président.  
Comme il a été dit par notre ami Thomas Moutame : « C'est le record du monde ! ». En quelques temps, nous avons balayé ce budget que je qualifierai de budget sans saveur. (Réactions dans la salle.) Et lorsque c'est un budget sans saveur, on se lève vite de table.  
Dans la discussion générale, nous avons tout dit. Et ce n'est pas que pour cette année... Cela fait deux années, la troisième année cette fois-ci, que l'on se lève, que l'on se bat. Aujourd'hui, tout est dit. Donc, réjouissez-vous ! Je ne sais pas...  
En tous les cas, nous continuerons à nous lever et à pointer du doigt ce budget qui, une fois encore, une fois encore — et je le répéterai — n'est pas un budget de combat, mais malheur aux pauvres !  
Monsieur le Président, cela fait 3 ans que ne levons plus le doigt après la présentation un budget, pas parce que nous sommes las de parler, mais parce que vous faites la sourde oreille. Qu'importe ! Vous souhaitiez que le vote de ce budget se fasse au plus vite, c'est chose faite. Ne pensez pas que la population se réjouit aujourd'hui. Eh oui ! Vous rigolez pendant qu'elle, elle se morfond. Nous verrons bien ce qui arrivera demain. Merci.  
Le président : Merci.

Madame Tetuanui.

Mme Lana Tetuanui : Oui. Merci, Monsieur le président.

J'aimerais, au travers de cette intervention et au nom de la majorité actuelle, le Tapura Huira'atira, remercier chaleureusement l'ensemble des représentants de cette assemblée, autant ceux qui appartiennent à l'opposition que ceux qui ont défendu bec et ongle ce budget. J'aimerais que nous nous applaudissions nous-mêmes pour notre pays ! (Applaudissements dans la salle.) Car nous n'avons pas voté ce budget pour notre satisfaction personnelle, celle des 57 élus et celle du Président et du gouvernement. Nous avons voté ce budget pour notre peuple !

Effectivement, comme vient de le dire Thomas Moutame, dans l'histoire de cette assemblée, c'est bien la première fois qu'un budget est adopté en une demi-journée. Nous pensions que les débats se tiendraient pendant près d'une semaine avant que le budget soit adopté. C'est pourquoi je disais ce matin qu'il fallait remercier grandement la commission des finances. Nous avons décortiqué ce budget pendant une semaine entière, et c'est ce qui a facilité l'adoption de notre budget aujourd'hui.

Notre budget est désormais adopté. Il y a un dicton qui dit que le récif est à la disposition du pêcheur quel qu'il soit. Chacun dira donc désormais ce qu'il voudra comme il le voudra. Nous verrons bien, dans les mois qui viennent, qui aura opté pour le meilleur appât.

Je vous remercie.

Le président : Bien.

Il y a quatre interventions suivantes : Monsieur Tong Sang, Madame Bruant, ensuite, Madame Levy-Agami, et ensuite Vito, et on termine par Monsieur Ah-Scha.

Monsieur Gaston Tong Sang... Madame Bruant, ensuite Monsieur Tong Sang.

Mme Virginie Bruant : Merci, Monsieur le président.

Je vais faire un peu comme Chantal, je vais parler avec mon cœur, mais je vais surtout parler avec pragmatisme. Je suis très fière d'avoir porté ce budget avec mes co-rapporteurs cette année. C'est un bon budget pour la Polynésie. Toutes les politiques sectorielles sont cohérentes et elles sont ambitieuses et réalisables pour le pays. Je félicite encore une fois notre Président du Pays, les ministres, notre vice-président. Ce n'est pas toujours simple pour ce budget...

Et j'ai quand même été surprise, parce que c'est vrai que lors de la commission de l'économie et des finances, quand on a traité ce budget, il y a eu peu de questions sur le budget lui-même. Je pensais qu'il y en aurait peut-être plus, que l'opposition garderait peut-être plus ses cartouches pour la plénière. Cela n'a pas été le cas. Moi, je ne l'interprète pas du tout comme un budget sans saveur, mais plutôt comme un budget sur lequel il n'y a finalement pas grand-chose à dire parce que c'est vraiment un bon budget.

Donc, en tout cas, encore une fois, merci. (Applaudissements.)

Le président : Monsieur Tong Sang.

M. Gaston Tong Sang : Merci, président. Monsieur le Président de la Polynésie française, Monsieur le vice-président-sénateur, Mesdames, Messieurs les ministres, chers collègues, Madame la sénatrice, Madame la députée,

Je voudrais tout simplement dire que nous sommes 33 à voter le budget. Et j'allais dire, au nom des 33, merci pour ce budget qu'on avait qualifié de « budget de combat ». Mais celui qui l'a dit, et qui l'a critiqué, s'est posé la question de savoir qui c'est l'ennemi, on combat qui. Je pense qu'on combat le pessimisme qui est dans le camp de ceux qui ne veulent pas reconnaître que le Pays va mieux. C'est cela notre ennemi, de ne pas croire à son propre pays !

Et je voudrais effectivement dire que, pour certains qui vous accusent, Président, de ne pas respecter à la lettre le programme du parti qui vous a fait élire ici, je dirais : Heureusement d'ailleurs ! Parce que, si vous avez suivi à la lettre ce programme, on ne serait pas là. Donc, tu as pu mettre tes marques, Président, pour gérer autrement notre pays.

La vraie question que nous devons poser, c'est que : qu'est-ce qu'on a fait réellement des 18 milliards du transfert de l'État après les essais nucléaires ? Et je trouve aussi qu'on n'a jamais autant entendu parler des essais nucléaires depuis que c'est arrêté. 20 ans, 18 milliards, cela fait 360 milliards. J'aimerais bien que chaque Président qui a dirigé ce pays rende compte de l'utilisation de ces milliards et chacun assume. À la limite, on aurait réalisé déjà Mahana Beach avec ces 380 milliards...

Et vous avez raison, Monsieur le Président ; même sans Mahana beach, même sans Hao, eh bien on arrive quand même à redresser la situation, à redonner confiance à nos investisseurs locaux et c'est le résultat de ce budget. C'est la convergence de ces actions que vous avez menées, Monsieur le Président. Je dirais même, Monsieur le Président, que plus vous êtes critiqué, plus l'opposition critique, c'est un bon signe. Il faut se réjouir, plutôt. Il faut dire merci. Voilà la preuve comme quoi le budget c'est un bon budget et personne ici, dans cette assemblée, ne peut dire le contraire. Et mieux même, quelqu'un a qualifié ce budget de budget du cœur. C'est ça le plus important.

Aussi, Monsieur le Président, notre collègue représentant, René, nous a parlé d'un dénommé Maciano qui était aveugle et qui était pourtant très clairvoyant, hein. Nous, nous avons eu affaire, pas à Maciano mais à Monsieur Marciano que nous avons marié à Bora Bora et qui nous a rapporté beaucoup d'argent. (Rires dans la salle.) Il a dépensé allègrement son argent au bénéfice du secteur touristique...

Je pense que nous devrions également applaudir des deux mains le fait que le Pays se développe, et qu'il se développe sur une très courte période depuis que vous dirigez le pays. Si seulement, durant les années passées, toute cette manne financière avait été investie de manière efficace... Ces 360 milliards dont nous avons bénéficié, si seulement ils avaient été investis efficacement, le pays ne serait pas dans une telle situation ! Et c'est ce que vous vous attentez à faire aujourd'hui, Monsieur le Président.

Aussi, ne prêtez pas l'oreille à ces critiques assourdissantes ! Ne vous mettez pas en colère ! Laissez-les s'énervier inutilement ! Contentez-vous d'éprouver de la pitié à leur égard, ayez de la pitié à leur égard et le Seigneur vous aidera.

Merci. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. Madame Levy-Agami.

Mme Sandra Manutahi Levy-Agami : Merci, Monsieur le président.

Je ne veux pas casser l'ambiance, mais, a priori, il me semble quand même qu'il y a un certain nombre de lois fiscales qui n'ont pas été votées, qu'une partie des recettes qui figurent dans le budget de la Polynésie française n'ont toujours pas été votées. Alors pour ma part, j'estime que le budget n'est pas encore voté dans sa totalité. Ça, c'est la première chose.

La deuxième chose, puisqu'on parle de recettes, Monsieur Tong Sang, rappelez-vous quand même que le rabotage sur les 18 milliards s'est fait sous votre présidence, que j'ai partagé une année de cette présidence mais que je n'ai pas souhaité prendre un CDI du fait de ces rabotages successifs et de ces —malheureusement— compromissions avec l'État à l'époque où ça s'est passé. Je referme la parenthèse.

Sur le budget en question, nous, ce que nous avons noté, ce n'est qu'au niveau des subventions, des prestations de service ; parce qu'on nous parle des dépenses du personnel qui baisse, mais, à côté de ça, il y a énormément de prestations de service qui sont prévues à tout niveau, dans tous les ministères et dans tous les domaines. Il y a un gonflement énorme à ce niveau-là qui va permettre d'embaucher des gens d'une autre façon sans faire passer de concours. On l'a noté.

On a également noté que beaucoup d'aides à caractère économique faisaient l'objet d'une certaine liste dont ma collègue a parlé auparavant, mais font malheureusement l'objet d'un saupoudrage. Et c'est la raison pour laquelle nous ne pouvions pas voter favorablement ce budget parce que, oui, c'est un budget de combat, mais c'est un budget de combat pour les élections territoriales à venir et ce n'est pas un budget pour construire l'avenir des Polynésiens.

Sur la pression fiscale, vous avez parlé de stabilité fiscale — et vous l'avez reconnu précédemment —, et on va le voir à l'occasion de l'étude des lois fiscales. C'est pour ça que c'est dommage qu'on n'ait pas commencé par là parce que, du coup, le débat budgétaire a été complètement biaisé. Vous avez un certain nombre de curseurs qui ont été modifiés, des taxes nouvelles qui sont prévues. Donc, ne venez pas nous parler de stabilité fiscale, ne venez pas nous parler de pacte de stabilité fiscale. Tout ça c'est bien au niveau de la médiatisation, mais malheureusement, ça ne retrouve pas dans le budget.

Donc, pour ma part, ce sont les raisons pour lesquelles je me suis abstenue. Mais encore une fois, ne nous réjouissons pas tout de suite. Le travail n'est pas terminé. Et si les travaux ont pris une avance considérable c'est bien parce qu'une partie des travaux n'a pas été effectuée et que les recettes fiscales dans leur ensemble n'ont pas encore été adoptées.

Ceci étant dit, vous verrez, Monsieur le Président, qu'à l'occasion des discussions relatives aux recettes fiscales, aux lois du pays fiscales, il y a un certain nombre de mesures pour lesquelles nous allons voter pour, parce que nous sommes une opposition constructive ; mais quand vous êtes dans l'erreur, on est quand même obligés de le dire.

Merci.

Le président : Merci. Alors, nous sommes sur les explications de vote. Je terminerai par une dernière intervention et ce sera Vito, sans quoi, on repartira dans les débats.

Monsieur le représentant.

M. Victor Maamaatuaiahutapu : Merci bien, Monsieur le président. Monsieur le Président du Pays... J'aurais bien voulu dire du Pays Mā'ohi, mais vous ne voulez pas. Enfin...

Vous savez, Monsieur le Président, jamais un budget n'a été voté à l'unanimité des 57 représentants... Il faut effectivement... Nous avons décidé de ne pas participer au débat comme cela a pu être le cas par le passé. Nous avons décidé de vous laisser travailler. Vous devez travailler ! Vous avez pris le pouvoir, même si ce n'est pas le peuple qui vous l'a donné... C'est le vieux qui vous a donné le pouvoir. Donc, mettez-vous au travail ! Car, à mon sens, ce n'est pas le budget en lui-même qui fera le travail, c'est nous qui le ferons, nous qui sommes chargés de mettre en application ce budget. C'est bien là la seule manière de le valoriser.

Comme je l'ai entendu tout à l'heure, nous avons touché 18 milliards pendant combien d'années ?... 10 ans, 20 ans. Où est passé tout cet argent ? Vous êtes tous responsables ! C'est vous qui teniez les cordons de la bourse. Mais enfin, ne revenons pas en arrière. Avançons, Monsieur le Président.

C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas pris part au débat, il n'y avait pas... Nous vous laissons le champ libre ! Le moment arrivera où nous le ferons face à notre population. Mais nous espérons que vous saurez trouver des solutions aux difficultés rencontrées par notre population. Comme je viens de vous le dire, Monsieur le Président, un budget, qu'il soit élevé, minime, large ou profond, ne sert à rien si les hommes qui sont chargés de le mettre en œuvre ne connaissent pas le degré de souffrance de la population. Et lorsque je parle de mise en œuvre, je pense que c'est une tâche qui nous incombe à tous, à nous tous. Car je ne pense pas que ce budget soit celui d'Édouard Fritch ou de Monsieur Tong Sang. C'est le budget de la population toute entière. Car toute la population, qu'elle appartienne à tel ou tel parti politique, contribue financièrement à ce budget. Il convient donc, dans la gestion de ce budget, de procéder à une redistribution équitable des richesses au bénéfice de l'ensemble de la population.

C'est en tout cas ma façon de voir les choses, Monsieur le président. Bon courage. Merci. (Applaudissements sur les bancs de l'UPLD.)

Le président : Merci. Monsieur le Président.

M. Édouard Fritch : Oui, président, permettez-moi, au nom du gouvernement, de remercier l'assemblée pour ce vote, et plus particulièrement remercier les 33 représentants qui ont soutenu ce budget et leur dire toute notre reconnaissance car, effectivement, je pense qu'un budget n'est jamais parfait. Et s'il y a une session budgétaire, et s'il y a une séance budgétaire, c'est parce qu'on attend des échanges au sein de cette assemblée, des observations, des remarques, des reproches qui pourraient effectivement nous aider à améliorer notre vision, à parfaire les éléments constitutifs d'un budget.

Alors c'est vrai que nous venons de battre un triste record : quatre heures et demie pour voter un budget. Je suis dans cette assemblée depuis 1984, c'est la première fois. C'est la première fois qu'un budget est bâclé comme on vient de le faire. Alors, il est vrai que la majorité s'est préparée depuis pratiquement le mois de juillet dernier. Nous travaillons sur ce budget et bien sûr que la majorité a tenté et a fait son possible pour défendre ce budget. Mais ce qui m'étonne énormément c'est quand même le comportement de l'opposition. Lorsque j'ai entendu vos critiques en entrée et en préambule et avec l'intervention des groupes, je me suis dit effectivement que, vraisemblablement, ce budget, on va l'étudier dans le fond, on va, ensemble, apporter la critique. Et, malheureusement, vous avez jeté l'éponge et vous n'avez rien dit, mais alors sur les recettes comme sur les dépenses.

Je ne sais pas s'il faut interpréter cela comme une démission, mais je voulais quand même vous rappeler que vous venez de bâcler l'opération la plus importante que les représentants doivent assumer chaque année, à savoir le vote du budget du Pays ; puisqu'au travers de ce vote du budget vous donnez l'action que vous soutenez ou l'action que vous ne soutenez pas, mais en tous les cas vous donnez un sens à votre présence au sein de cette assemblée.

Aujourd'hui, on a entendu effectivement la majorité qui s'est bien préparée, qui a soutenu naturellement ce budget. J'ai cru comprendre effectivement aussi que les commissions intérieures de l'assemblée ont été amplement informées sur le contenu de ce budget, mais néanmoins, la bataille, elle se passe ici. Et aujourd'hui, ça m'attriste un petit peu parce que c'est un record, c'est vrai, mais c'est un très mauvais record qu'il ne faudra plus jamais reproduire.

Mais je vous le dis franchement, bien sûr que j'en suis heureux, puisque ce budget non seulement a été voté par la majorité, mais aussi par deux autres représentants. Donc, je dis merci. Je dis merci aux représentants du TAPURA, je dis merci à ceux qui ont participé, mais je pars avec un sentiment d'insatisfaction, Monsieur le président, parce que je pense qu'on aurait pu, au lieu de s'insulter comme on s'est insultés au départ, au travers de nos déclarations on aurait peut-être pu aller au fond du problème. Et c'est peut-être en allant tous au fond du problème qu'on répondra à ce que vient de nous demander Monsieur Maamaatua Vito, à savoir que l'on puisse travailler ensemble.



Ce budget est fait pour la Polynésie française, bien sûr ! On l'a dit suffisamment pendant les discussions. Je n'ai jamais regardé les étiquettes des maires. Je n'ai jamais regardé la couleur des maires et je sais que dans les services administratifs du Pays, nous évitons nous aussi de demander de traiter les administrés selon leur couleur. Notre administration, aujourd'hui, a de plus en plus appétence à traiter les dossiers comme ils doivent les traiter. J'essaye effectivement, avec le gouvernement, de lutter contre cette espèce de ségrégation qui a sévi pendant des années dans notre pays entre les bleus et les oranges. Nous voulons être la lueur d'espoir, une lueur d'espoir qui apportera au pays ce changement tant attendu et qui apaisera les relations qu'il y a entre nous.

Je vous remercie. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci. Merci, Monsieur le Président.

#### APPROBATION DES BUDGETS DES COMPTES SPÉCIAUX POUR L'EXERCICE 2017

Rapport n° 180-2016, en date du 17 novembre 2016, présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique par Messieurs les représentants Ronald Tumahai et René Temeharo.

— Cf. annexe —

Le président : Donc, je vous invite, chers collègues, à passer au rapport suivant, le rapport 180-2016 relatif à un projet de délibération approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2017.

Il me semblait que la modification de l'ordre du jour devait traiter le budget et les comptes spéciaux. C'est bien ça ?... Donc, j'invite Monsieur Rony Tumahai à bien vouloir présenter son rapport.

Merci.

M. Ronald Tumahai, rapporteur : Merci, Monsieur le président.

— Présentation du rapport —

Voilà, Monsieur le président.

Le président : Merci. Merci, Monsieur le représentant.

Donc, nous sommes dans la discussion générale et nous venons de terminer la première intervention. Pour le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, 17 minutes.

Madame Tinorua.

Mme Alice Tinorua-Rijkaart : Merci, Monsieur le président.

Le projet de délibération que nous étudions maintenant concerne, d'une part, la suppression du compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) et, d'autre part, le budget pour 2017 des sept autres comptes spéciaux.

Sans revenir sur le débat que nous avons déjà eu sur le sujet, je tiens à réaffirmer ici que le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA désapprouve la suppression du CAVC. Ce compte permettait de mobiliser rapidement des ressources budgétaires et entièrement disponibles grâce à la taxe qui lui était affectée, pour pouvoir intervenir en cas de dégâts occasionnés par des calamités naturelles. C'était, pour ainsi dire, un outil d'anticipation permettant d'agir vite. Encore fallait-il savoir s'en servir !

Pour ne prendre en exemple que les trois dernières années, la fiscalité dédiée à ce fonds a rapporté plus d'un milliard, alors que chaque année les dépenses d'intervention pour les dégâts dus aux calamités ne mobilisaient pas toutes les ressources.

Vous avez fait le choix d'une méthode budgétaire différente, nous l'avons examinée dernièrement à l'occasion de la modification de notre réglementation budgétaire et financière, je veux parler de la modification de la délibération 95-205 concernant les dépenses dites « imprévues ». En choisissant cette méthode, en réalité, vous avez confisqué la fiscalité qui était dédiée à ce fonds depuis sa création en 1992 pour les réparations lorsque les calamités naturelles occasionnaient des dégâts aux ouvrages publics, voire sous certaines conditions aux biens privés. C'est en incorporant les recettes fiscales du CAVC au budget primitif 2017 que vous pouvez afficher une augmentation des recettes fiscales d'environ 7,8 % par rapport à 2016. En réalité, hors intégration de cette recette initialement affectée au CAVC, l'augmentation de la fiscalité perçue au profit du budget général n'aurait été que de l'ordre de 3,28 %. Grâce à cela, vous servez au passage le FIP. Nous comprenons que les maires sourient mieux aujourd'hui !

Pour en revenir au deuxième volet de ce projet de délibération, intéressons-nous aux projections budgétaires du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH). En effet, le gouvernement propose de ponctionner sur ce fonds 1,4 milliard F CFP pour financer le budget général. Cette nouvelle ponction fait suite à la précédente qui a permis de compléter les recettes du collectif budgétaire de juin 2016.

Il va sans dire que ces prélèvements qui tendent à devenir récurrents ne constituent pas un mode de financement par des ressources budgétaires pérennes. Par le passé, le recours à de telles ponctions dans les divers fonds spéciaux ou encore les réserves n'ont pu qu'assécher ces mêmes fonds. Cette situation a concouru à la dégradation structurelle de nos comptes publics, ce qui nous a conduits à prendre des mesures fortes dès 2013 pour parvenir au redressement de notre collectivité. Mais n'oublions pas que les mêmes causes produisent les mêmes effets et qu'il faut se prémunir contre les mauvaises pratiques.

Je vous remercie de votre attention.

Le président : Merci. Pour le groupe UPLD, Madame Tevahitua.

Mme Éliane Tevahitua : Merci, Monsieur le président. Bonjour à tous en cet après-midi encore couvert.

L'examen du FRPH, fonds de régulation des prix des hydrocarbures, prend un relief tout particulier à l'heure où l'Autorité polynésienne de la concurrence vient de rendre son avis sur le secteur du transport des hydrocarbures et en particulier sur les dispositions de la convention décennale du 7 juillet 2006 liant le Pays à cinq sociétés de la place.

Cette convention dont le terme est prévu le 31 décembre prochain couvre l'approvisionnement régulier de la Polynésie en produits pétroliers, les besoins étant estimés à 400 000 tonnes par an. L'impact économique de leurs prix, tant dans le domaine des transports et de la production électrique, est indéniable et l'Autorité de la concurrence a émis 14 recommandations parmi lesquelles nous retiendrons la nécessité :

- d'un audit indépendant des besoins et des contraintes de la Polynésie française en matière de produits pétroliers ;
- d'un nouveau mode de calcul du fret à la tonne et de prix d'acheminement plus compétitif ;
- d'un renforcement des contrôles vis-à-vis des trois sociétés pétrolières importatrices et des deux sociétés de transport maritime, avec des sanctions dissuasives en cas de non-respect des clauses conventionnelles.

Mais la proximité des échéances électorales de 2017 puis de 2018 nous fait plus que douter de leur mise en œuvre effective lors de la renégociation de ladite convention.